

D

# DOCUMENT D'ÉTUDES

## TRAJECTOIRE D'UNE COHORTE DE NOUVEAUX INSCRITS À L'ANPE SELON LE FH-DADS

*Par*  
*Thomas le BARBANCHON*  
*Augustin VICARD*

N° 152  
Décembre 2009

**Les documents d'études sont des documents de travail ;  
à ce titre, ils n'engagent que leurs auteurs  
et ne représentent pas la position de la DARES.**

## Trajectoire d'une cohorte de nouveaux inscrits à l'ANPE selon le FH-DADS

Thomas le Barbanchon (DARES-DMT) et Augustin Vicard (DARES-MAE)<sup>1</sup>

### Résumé

Le récent appariement des fichiers de demande d'emploi à l'ANPE<sup>2</sup> (FH) et des fichiers de déclaration d'emploi (DADS), créant la source dite FH-DADS, apporte un nouvel éclairage sur les trajectoires professionnelles des demandeurs d'emploi : malgré des problèmes méthodologiques liés au champ limité de la source (29% des demandeurs d'emploi sont absents des deux fichiers trois ans après leur inscription), le FH-DADS permet un suivi exceptionnellement long des demandeurs d'emploi. De plus, la taille de l'échantillon du FH-DADS permet un suivi précis même pour des sous-populations représentant une faible part des demandeurs d'emploi.

Ce document d'étude mobilise, pour la première fois, le FH-DADS pour décrire les trajectoires professionnelles des demandeurs d'emploi nouvellement inscrits durant l'année 1999. D'un point de vue agrégé, la part des demandeurs d'emploi sortis des listes et occupant un emploi salarié dans le champ DADS progresse continûment lors des deux premières années suivant l'inscription puis se stabilise autour de 40 % au cours des trois années suivantes. Cette apparente stabilisation agrégée masque de nombreuses transitions individuelles et l'insertion professionnelle demeure fragile pour une partie des demandeurs d'emploi. Environ un quart de ceux ayant retrouvé un emploi six mois après leur inscription ne sont plus en emploi six mois plus tard, environ la moitié de ceux ayant retrouvé un emploi trois ans après leur inscription ne sont plus en emploi au cours des deux années suivantes.

Afin de rendre compte de la diversité des trajectoires individuelles, on construit une typologie des trajectoires de quatre profils-type :

- 29% des demandeurs d'emploi nouvellement inscrits en 1999 connaissent une insertion professionnelle « directe » : au cours des trois années suivant leur inscription, ils quittent l'ANPE pour occuper un emploi et ne se réinscrivent pas sur les listes de demandeurs d'emploi sur la période. 13 % ont retrouvé leur emploi avant la fin de leur première année d'inscription (« retour rapide à l'emploi »), tandis que 16 % l'ont retrouvé après cette date (« retour lent à l'emploi »).
- Pour 26 % des demandeurs d'emploi, l'insertion professionnelle est moins directe. Ils occupent un emploi au cours des trois années, mais retournent s'inscrire à l'ANPE sur la période.
- 16% des demandeurs d'emploi ne quittent pas l'ANPE pour l'emploi au cours des trois années.
- Enfin, 29% des demandeurs d'emploi sont « perdus de vue » (*i.e.* absents des deux fichiers) trois ans après leur inscription

---

<sup>1</sup> Les auteurs tiennent à remercier Julie Labarthe, Marie Leclair, Laurent Lequien, Marie Reynaud et Béatrice Sédillot pour leurs relectures attentives, ainsi que les participants au séminaire FH-DADS de juin 2009 pour leurs remarques constructives.

<sup>2</sup> Pôle emploi depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

## SOMMAIRE

<b>Introduction</b> .....	3
<b>I. La part des demandeurs d'emploi sortis des listes et occupant un emploi dans le champ DADS progresse continûment lors des deux premières années suivant l'inscription puis se stabilise autour de 40 % au cours des trois années suivantes</b> .....	5
<b>II. Une insertion professionnelle qui demeure fragile pour une partie des demandeurs d'emploi : environ un quart de ceux ayant retrouvé un emploi six mois après leur inscription ne sont plus en emploi six mois plus tard.</b> .....	8
<b>III. Un demandeur d'emploi sur cinq est « durablement » en emploi trois années après son inscription</b> .....	10
<b>IV. Des trajectoires individuelles qui mêlent souvent plusieurs transitions entre emploi et inscription à l'ANPE</b> .....	12
<b>V. Un tiers des demandeurs d'emploi trouvent un emploi dans le champ DADS sans retourner à l'ANPE pendant trois ans</b> .....	15
<b>VI. Conclusion</b> .....	20
<b>Annexe A : Méthode de sélection d'une cohorte d'entrants dans le FH</b> .....	21
<b>Annexe B : Choix opérés lors du retraitement des données</b> .....	22
<b>Annexe C : Comparaison des trajectoires dans le FH-DADS et dans l'enquête emploi annuelle : les deux sources sont globalement cohérentes, même si le FH-DADS sous-estime légèrement le taux de retour à l'emploi</b> .....	24
<b>Annexe D : Ecoulement de la cohorte de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 1999 selon leur âge à l'entrée</b> .....	28
<b>Annexe E : Matrices de transition entre inscription à l'ANPE, cumul emploi-inscription, emploi et « hors champ », avec une périodicité de 6 mois</b> .....	30
<b>Annexe F : Retour et maintien dans l'emploi au cours des 3 premières années suivant l'inscription à l'ANPE</b> .....	32
<b>Annexe G : Insertion professionnelle des demandeurs trois années après leur inscription à l'ANPE, en fonction de leurs caractéristiques socio-démographiques</b> .....	34
<b>Annexe H : Nombre de transitions des demandeurs d'emploi pendant les 3 premières années</b> .....	36
<b>Annexe I : Liste des trajectoires professionnelles les plus fréquentes pendant les trois années suivant l'inscription des demandeurs d'emploi à l'ANPE en 1999</b> .....	37

## Introduction

La Dares, l'Insee et Pôle Emploi ont apparié le fichier historique des demandes d'emploi de l'ANPE (FH) et le panel des déclarations Annuelles de Données Sociales de l'Insee (DADS) sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 2004. La source issue de cet appariement s'appelle le FH-DADS. Parmi ses intérêts, un tel appariement permet notamment de mieux mesurer la situation professionnelle des demandeurs d'emploi avant ou après leur inscription à l'ANPE. En effet, lorsque le FH est utilisé seul, le motif réel de sortie ne peut pas être déterminé pour à peu près un sortant des listes de demandeurs d'emploi sur deux. Il permet aussi de mieux caractériser la situation d'une personne entre deux périodes d'emploi observées dans le panel DADS. Ce document d'étude utilise cette source pour décrire les trajectoires professionnelles des demandeurs d'emploi nouvellement inscrits durant l'année 1999.

Au préalable, il convient d'apporter une précaution méthodologique : la source FH-DADS, dans sa forme actuelle, n'est pas suffisamment exhaustive pour décrire de manière précise et non biaisée les trajectoires d'une cohorte de demandeurs d'emploi<sup>3</sup>. Le FH-DADS est en effet une base complexe, qui présente des risques de biais liés le plus souvent au panel DADS :

- Les personnes qui reprennent un emploi dans la fonction publique d'Etat et chez un particulier employeur (ce qui représente environ 15 % des embauches de salariés), ou pour leur propre compte, ne sont pas répertoriées dans le FH-DADS : elles seront de ce fait confondues avec les personnes sans emploi et non inscrites à l'ANPE, et classées dans une catégorie « hors champ ».
- Environ 5 % des épisodes d'emploi (dans le champ des DADS) et 4 % des périodes d'inscription à l'ANPE ne sont pas repérés dans les fichiers, à cause notamment d'erreurs de codage de la part de certaines entreprises. La comparaison du FH-DADS avec l'enquête emploi semble toutefois indiquer que ces problèmes de repérage, auxquels n'est pas soumise l'enquête emploi, n'engendrent pas une sous-estimation très forte par le FH-DADS du taux de retour à l'emploi (dans le champ DADS) des demandeurs d'emploi (voir annexe C).

La part des personnes absentes des deux fichiers (« hors champ ») atteint 20 % un an après l'inscription à l'ANPE et 30 % au bout de cinq ans. Cette part importante de personnes « hors champ », dont on ne peut déterminer si elles sont sans emploi ou en emploi non repéré dans les DADS, vient limiter la portée des analyses de trajectoires basées sur le FH-DADS.

Moyennant cette limite, on propose une analyse exploratoire des trajectoires professionnelles des demandeurs d'emploi nouvellement inscrits durant l'année 1999.

Dans un premier temps, on analyse les trajectoires professionnelles d'un point de vue agrégé, c'est-à-dire sans tenir compte de l'information longitudinale du fichier qui permet de suivre les personnes dans le temps. La première partie du document est consacrée à la construction des calendriers professionnels et à la description de l'écoulement de la cohorte de demandeurs d'emploi. Dans une deuxième partie, on évalue plus précisément le taux de maintien en

---

<sup>3</sup> Le FH-DADS paraît plus adapté à la comparaison des trajectoires de deux sous-populations « comparables » de demandeurs d'emploi. Ces deux sous-populations pourraient par exemple être des demandeurs d'emploi qui bénéficient à deux dates différentes d'un même programme d'accompagnement. L'hypothèse selon laquelle les biais affectent les deux sous-populations de la même manière est alors plus crédible. Ne sont pas « comparables » deux classes d'âge différentes.

emploi des demandeurs d'emploi sortis des listes. Un quart des demandeurs d'emploi ayant retrouvé un emploi salarié six mois après leur inscription ne sont plus en emploi salarié six mois plus tard. La fragilité de l'insertion limite donc la portée de l'analyse agrégée de la première partie. L'apparente stabilité du taux d'emploi au niveau agrégé masque l'importance de la rotation de la main d'œuvre. Ainsi, dans une troisième partie, on propose une définition de la durabilité de l'emploi afin de compléter l'analyse agrégée. Alors que 40% des demandeurs d'emploi nouvellement inscrits en 1999 sont en emploi trois ans après leur inscription, seulement 22% sont « durablement » en emploi. Autrement dit 18% des demandeurs d'emploi sont en emploi trois ans après leur inscription, mais ont une période de non emploi d'au moins un mois dans les deux années suivantes.

Dans un deuxième temps, on décrit les trajectoires au niveau individuel et on cherche à agréger leurs caractéristiques les plus pertinentes au regard de l'insertion. Dans la quatrième partie du document, on illustre la complexité et la diversité des trajectoires individuelles. Seules un tiers des trajectoires sont simples, au sens où elles comptent au plus une transition. Dans la majorité des trajectoires, les individus connaissent plus de trois transitions. Les trajectoires des jeunes sont plus heurtées que celles de leurs aînés. Dans une cinquième partie, on propose une typologie qui au-delà du nombre de transitions tient compte de la nature de ces transitions pour décrire l'insertion.

## **I. La part des demandeurs d'emploi sortis des listes et occupant un emploi dans le champ DADS progresse continûment lors des deux premières années suivant l'inscription puis se stabilise autour de 40 % au cours des trois années suivantes**

On propose un suivi mensuel, pendant cinq années, d'une cohorte de nouveaux entrants à l'ANPE en 1999 (cf. annexe A pour une description plus précise du mode de sélection et de la composition de cette population). L'échantillon est alors composé de 74 047 demandeurs d'emploi, sa grande taille est un avantage de la source par rapport à d'autres enquêtes sur le marché du travail. Dès qu'une personne est enregistrée au moins une journée dans l'un ou l'autre des fichiers FH ou DADS, elle est considérée comme présente le mois correspondant. Ainsi, chaque mois, la personne se trouve dans l'une des quatre situations suivantes :

1. Uniquement salariée dans le champ des DADS ;
2. A la fois inscrite à l'ANPE en catégories<sup>4</sup> A, B, C et salariée dans le champ des DADS ;
3. Uniquement inscrite à l'ANPE ;
4. Non inscrite à l'ANPE et non salariée dans le champ des DADS : elle n'est repérée dans aucun des deux fichiers.

Le FH et les DADS sont des fichiers administratifs qui ne sont pas directement adaptés à l'analyse des trajectoires des demandeurs d'emploi. Des retraitements ont ainsi dû être opérés : ils sont décrits dans l'annexe B. On considère notamment que les courtes périodes d'absence des deux fichiers (d'un ou deux mois) encadrées par des épisodes d'emploi (resp. d'inscription) correspondent à des défauts de suivi du fichier DADS (resp. du fichier FH) : on remplace alors cette période d'absence des deux fichiers par une période d'emploi (resp. d'inscription à l'ANPE).

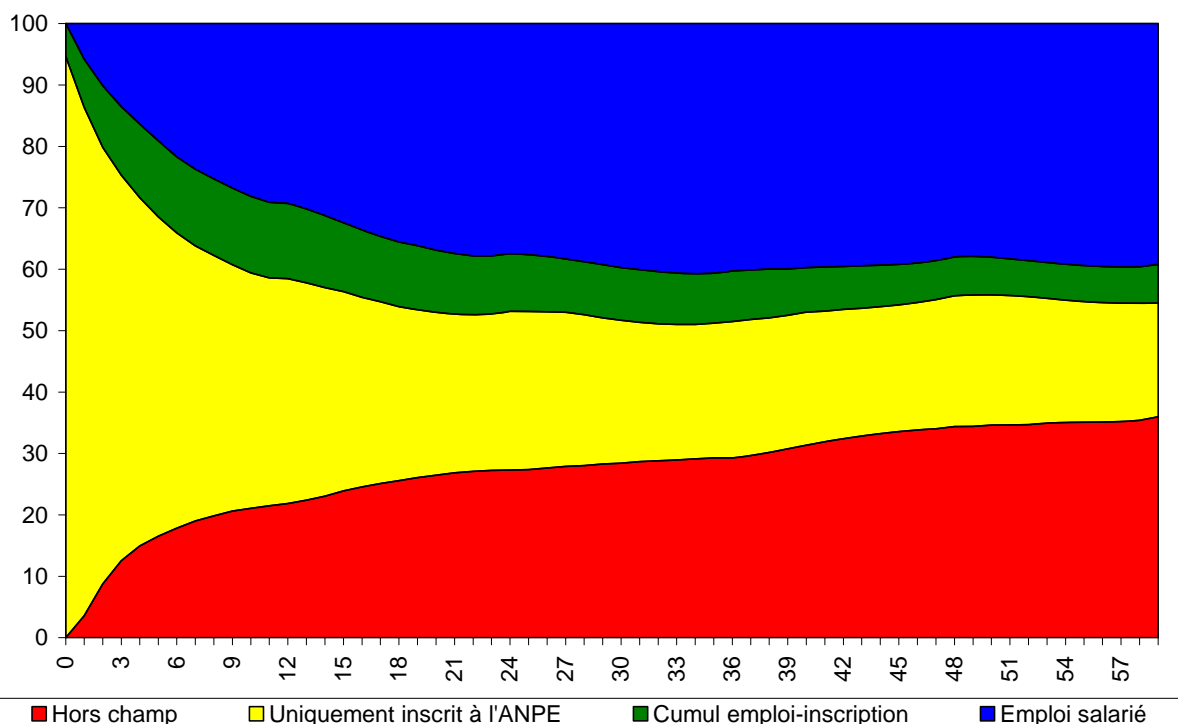
La cohorte est suivie pendant 60 mois (5 ans), ce qui correspond à la période maximale de suivi permise par le FH-DADS. Le FH-DADS s'arrête en décembre 2004 pour les entrants de décembre 1999 (graphique 1).

Pendant les deux premières années suivant leur inscription à l'ANPE, la part des demandeurs d'emploi ayant quitté l'ANPE et occupant un emploi dans le champ DADS progresse de façon continue pour atteindre environ 40 % au bout de 24 mois (graphique 1). A partir de la troisième année après l'inscription à l'ANPE, la part des personnes en emploi dans le champ DADS (et non inscrites à l'ANPE) se stabilise autour de ce niveau de 40 %. Toutefois, ces observations sont agrégées sur l'ensemble des individus, et ne préjugent pas des transitions observées au plan individuel.

---

<sup>4</sup> Sont exclues de l'étude les demandes d'emploi en catégories D et E. Sont inscrits en catégorie D les demandeurs d'emploi qui ne sont pas immédiatement disponibles. Les demandeurs d'emploi qui ont un emploi sont inscrits en catégorie E.

Graphique 1 : Ecoulement de la cohorte de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 1999



Lecture : Environ 62 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 1999 sont encore inscrits à l'ANPE et non salariés dans le champ DADS, 3 mois après leur date d'inscription. A la même date, 11 % sont inscrits à l'ANPE et occupent un emploi salarié dans le champ DADS (cumul emploi-inscription). 13 % sont salariés dans le champ DADS sans être inscrits en même temps à l'ANPE. Enfin, 14 % ne sont ni inscrits à l'ANPE, ni salariés dans le champ DADS (hors champ).

Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides.

Source : FH-DADS, 1999-2004

La part des personnes inscrites à l'ANPE (avec ou sans emploi salarié dans le champ DADS) diminue continûment pendant toute la période, alors que la part des personnes absentes des deux fichiers (que l'on nommera par la suite « hors champ ») augmente continûment et atteint 20 % un an après l'inscription à l'ANPE et plus de 30 % au bout de cinq ans. Une part importante de la cohorte disparaît donc des fichiers FH et DADS, pour plusieurs raisons possibles :

- les individus concernés n'occupent réellement aucun emploi salarié du champ DADS et ne sont pas inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C (y.c. activité réduite de plus de 78 h) ;
- ils occupent un emploi salarié dans le champ DADS, mais ne sont pas repérés dans le fichier des DADS à cause d'un défaut de déclaration de la part des entreprises employeuses (problème dit des NIR<sup>5</sup> fictifs) ;
- ils sont inscrits à l'ANPE mais ne sont pas repérés dans le fichier historique, à cause d'un problème d'appariement<sup>6</sup> entre l'identifiant ANPE, le GIDE, et l'identifiant utilisé dans le FH-DADS, le NIR (problème dit des GIDE fictifs).

<sup>5</sup> Le NIR est le numéro d'identification utilisé pour repérer les individus dans le panel DADS (NIR : Numéro Identifiant au Répertoire).

<sup>6</sup> L'appariement entre le FH et les DADS a été réalisé sur le NIR. Dans le FH, les individus sont repérés à l'aide d'un numéro GIDE. Pour l'appariement (en double aveugle), une table de passage entre GIDE et NIR a été utilisée à l'Unédic. Comme il a déjà été précisé dans l'introduction, pour 4% des numéros GIDE transmis par l'ANPE, l'Unédic n'a trouvé aucun NIR correspondant.

Dans l'annexe C, les résultats du FH-DADS sont comparés à ceux issus de l'enquête emploi annuelle<sup>7</sup>. Cette comparaison montre que les écarts de taux de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi entre le FH-DADS et l'enquête emploi (pour partie lié au problème de NIR fictifs) ne sont pas très élevés en moyenne : selon l'enquête Emploi annuelle, 42 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en janvier 1999 ont retrouvé un emploi salarié dans le champ DADS 27 mois plus tard contre 40% dans le FH-DADS. Les écarts de taux de retour à l'emploi ne sont en fait marqués que pour la classe d'âge 25-49 ans : à l'horizon de 27 mois, le taux d'emploi mesuré dans le FH-DADS est 10 points inférieur à celui mesuré dans l'enquête emploi. Pour les plus jeunes (moins de 25 ans) et les seniors (50-65 ans), l'écart de taux d'emploi est quasi-nul à l'horizon de 27 mois (respectivement +1 point et -1 point dans le FH-DADS). Cette variabilité de l'écart entre sources, selon la classe d'âge, conduit à relativiser la portée des comparaisons de trajectoires des demandeurs d'emploi entre classe d'âge.

La comparaison du FH-DADS avec l'enquête emploi fournit également quelques indices sur la composition de la catégorie des « hors champ » (personnes absentes des fichiers FH et DADS), qui représente environ 25 % de la cohorte deux ans après l'inscription à l'ANPE. En effet, selon l'enquête emploi annuelle, 5 % des demandeurs d'emploi ont retrouvé un emploi hors du champ DADS 27 mois après leur inscription à l'ANPE. Au total, au bout de cette période, 47 % des demandeurs ont retrouvé un emploi (42 % dans le champ DADS, 5 % hors du champ DADS). Il est ainsi vraisemblable que la catégorie des « hors champ » ne contienne pas seulement des personnes inactives au sens du BIT mais aussi (pour environ un quart) des personnes actives, majoritairement employées hors du champ DADS, et une part marginale de chômeurs non inscrits à l'ANPE.

La part de la catégorie « hors champ » augmente avec l'âge des demandeurs d'emploi. Cette augmentation est très légère entre les différentes classes d'âge des demandeurs d'emploi âgé entre 15 et 49 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1999. Cinq ans après leur inscription à l'ANPE, la part des hors champs atteint juste 30% pour les demandeurs d'emploi ayant 15 à 49 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1999. En revanche, elle est de 70% pour ceux qui ont plus de 50 ans à leur inscription (cf. graphiques de l'annexe D).

L'analyse agrégée de la cohorte ne constitue qu'une première étape de l'étude des trajectoires d'insertion. Elle présente l'inconvénient de masquer l'instabilité des trajectoires et de ne pas tenir compte de la durée individuelle passée dans chaque état. Ainsi, la stabilité de l'emploi à partir de la deuxième année au niveau agrégé ne préjuge pas de sa stabilité au niveau individuel comme le confirme la partie suivante.

---

<sup>7</sup> Par rapport à l'enquête emploi annuelle, le FH-DADS permet de suivre les trajectoires des demandeurs d'emploi pendant une période plus longue. L'enquête emploi annuelle (disponible jusqu'en 2002) ne suit en effet les répondants que pendant une période de deux ans. Avec la mise en place de l'enquête emploi en continu en 2002, la période de suivi est réduite (18 mois) ce qui renforce l'intérêt du FH-DADS. Par ailleurs, l'échantillon interrogé dans l'enquête Emploi n'est pas suffisamment grand pour reconstituer avec une précision suffisante les trajectoires de petites populations comme les demandeurs d'emploi nouvellement inscrits à l'ANPE.



## II. Une insertion professionnelle qui demeure fragile pour une partie des demandeurs d'emploi : environ un quart de ceux ayant retrouvé un emploi six mois après leur inscription ne sont plus en emploi six mois plus tard.

Le tableau 1 reporte tous les 6 mois les taux de maintien sur les listes de demandeur d'emploi et les taux de retour à l'emploi de la cohorte suivie. Les taux de transitions individuelles au bout de 6 mois entre emploi et inscription à l'ANPE sont également reportés, pour les mêmes horizons.

Le taux de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi décroît avec le temps écoulé depuis l'inscription. Six mois après leur inscription à l'ANPE en 1999, 22 % des demandeurs d'emploi ont retrouvé un emploi (dans le champ DADS et sans être en même temps inscrits à l'ANPE). 60% sont encore inscrits à l'Anpe<sup>8</sup>. Parmi eux, seuls 11 % ont repris un emploi six mois plus tard, soit à l'issue de leur première année de recherche (tableau 1). Cette difficulté croissante d'insertion sur le marché du travail s'explique vraisemblablement par un effet de structure : les demandeurs d'emploi les plus employables retournent plus rapidement en emploi et de manière durable, et ceux qui sont inscrits à l'ANPE au-delà d'un an après leur inscription (les demandeurs d'emploi de longue durée ou ceux s'inscrivant de manière récurrente à l'ANPE), en règle générale moins employables, ont une probabilité inférieure de retrouver un emploi.

Tableau 1 : Retour et maintien dans l'emploi des demandeurs d'emploi au cours des 3 premières années suivant leur inscription (en %)

	1 <sup>er</sup> mois	7 <sup>ème</sup> mois	13 <sup>ème</sup> mois	19 <sup>ème</sup> mois	25 <sup>ème</sup> mois	31 <sup>ème</sup> mois
Part des inscrits à l'ANPE en 1999 encore demandeurs d'emploi au...	100	60	49	39	35	31
Taux de retour à l'emploi salarié dans les 6 mois des demandeurs d'emploi encore inscrits à l'ANPE au ...	22	11	10	6	6	5
Part des inscrits à l'ANPE en 1999 en emploi salarié au...	0	22	29	36	37	40
Taux de maintien dans l'emploi à l'horizon de 6 mois des inscrits à l'ANPE en 1999 en emploi salarié au...	/	75	81	81	82	83

Lecture : Par définition, lors du 1<sup>er</sup> mois suivant leur inscription à l'ANPE, 100 % des inscrits sont inscrits à l'ANPE, et 0 % sont en emploi salarié (hors cumul). 22 % des personnes inscrites à l'ANPE en 1999 sont en emploi 6 mois après leur inscription. 11 % des personnes inscrites à l'ANPE lors du 7<sup>ème</sup> mois suivant leur inscription, y compris les personnes en cumul inscription-emploi, sont en emploi (sans cumul) 6 mois plus tard. Parmi les 22 % des personnes en emploi lors du septième mois après leur inscription à l'ANPE, 75 % sont demeurées en emploi (éventuellement chez un autre employeur) 6 mois plus tard.

Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ;  
Source : FH-DADS, 1999-2004.

Le premier emploi retrouvé par le demandeur d'emploi ne correspond pas dans tous les cas à une insertion durable sur le marché du travail : 75 % des personnes ayant retrouvé un emploi (dans le champ DADS) six mois après leur inscription sont encore en emploi (dans le champ DADS) un an après leur inscription, autrement dit 25% d'entre eux ne sont plus en emploi au

<sup>8</sup> Il peut s'agir de personnes ayant été inscrites continûment à l'ANPE, ou de personnes ayant repris un emploi et l'ayant perdu.

bout d'un an. La proportion de non maintien dans l'emploi est stable à partir de la première année après l'inscription, autour de 20 %<sup>9</sup>.

Les taux de retour à l'emploi diffèrent selon la classe d'âge en début de trajectoires (cf. annexe F). Les demandeurs d'emploi entre 15 et 24 ans retrouvent un emploi plus tôt que leurs aînés : leur taux de retour à l'emploi à 6 mois est de 29%, alors que leurs aînés âgés entre 25 et 34 ans (resp. entre 35 et 49 ans) ont un taux de retour à l'emploi de 21% (resp. 16%). Le taux de retour à l'emploi des *seniors* n'est quant à lui que de 9%. Ces différences s'estompent au fur et à mesure, sauf pour les *seniors* qui ont un taux de retour à l'emploi durablement plus faible que les autres classes d'âge. Quelle que soit la classe d'âge considérée, excepté les *seniors*, entre 9% et 10% des demandeurs d'emploi encore inscrits à l'ANPE un an après leur arrivée sur les listes retrouvent un emploi 6 mois plus tard. Pour les *seniors*, ce taux de retour à l'emploi est de 5%.

Pour évaluer le degré d'insertion des individus suivis, il est donc nécessaire de tenir compte de la stabilité de leur emploi. Ainsi, on décompose ci-après la part d'individus en emploi au 36<sup>ème</sup> mois selon qu'ils sont « durablement » ou non en emploi.

---

<sup>9</sup> L'annexe E présente plus généralement l'ensemble des transitions entre emploi, cumul emploi-inscription, inscription et hors champ, du 1<sup>er</sup> mois au 37<sup>ème</sup> mois, de 6 mois en 6 mois.

### III. Un demandeur d'emploi sur cinq est « durablement » en emploi trois années après son inscription

Pour enrichir la description des trajectoires d'insertion, on définit un « état final d'insertion » qui caractérise le degré d'insertion dans l'emploi de chaque demandeur d'emploi à l'issue de la période d'observation<sup>10</sup> :

- un demandeur d'emploi est considéré comme inséré durablement dans l'emploi s'il est, 36 mois après son inscription à l'ANPE, continûment en emploi (sans être inscrit à l'ANPE) pendant au moins encore deux années<sup>11</sup> ;
- un demandeur d'emploi est considéré comme inséré dans l'emploi de manière non durable s'il occupe, 36 mois après son inscription à l'ANPE, un emploi (sans être inscrit à l'ANPE) mais change de situation au cours des deux années qui suivent : il s'inscrit à l'ANPE et/ou n'est plus en emploi dans le champ DADS ;
- les trois autres états finaux d'insertion sont définis par la présence de la personne dans l'un ou/et l'autre des fichiers au 36<sup>ième</sup> mois : en emploi et inscrit à l'ANPE, uniquement inscrit à l'ANPE et « hors champ » (absent des deux fichiers).

Trois ans après leur inscription, la moitié des entrants à l'ANPE en 1999 (48,5%) occupent un emploi dans le champ DADS. Près de la moitié d'entre eux (22,2 % de la cohorte, tableau 2) sont insérés durablement dans l'emploi au sens où ils resteront en emploi dans le champ DADS pendant l'intégralité des deux années suivantes (soit les quatrièmes et cinquièmes années suivant leur inscription). Les autres sont insérés dans l'emploi de manière non durable (18,1 % de la cohorte) ou occupent un emploi tout en demeurant inscrits à l'ANPE (8,2 %).

L'autre moitié des entrants à l'ANPE en 1999 n'occupent pas d'emploi dans les DADS. 22 % sont inscrits à l'ANPE tandis que 29 % sont « hors champ » (absents des DADS et du FH).

Tableau 2 : Degré d'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi trois années après leur inscription à l'ANPE

Etat final (après 3 ans)	Part dans la cohorte d'entrants en %
Hors champ	29,3
Uniquement inscrit à l'ANPE	22,2
En emploi dont :	48,5
En cumul emploi-inscription	8,2
En emploi salarié (non durablement)	18,1
En emploi salarié (durablement)	22,2

Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ;  
Source : FH-DADS, 1999-2004.

<sup>10</sup> Etant donné la période d'observation du FH-DADS (1999-2004), on ne peut suivre les trajectoires des demandeurs d'emploi que pendant 3 années (2000, 2001 et 2002), puisque la période ultérieure (2003 et 2004) sert à déterminer si l'insertion professionnelle est durable ou non.

<sup>11</sup> Rappelons que les données des fichiers administratifs ont été retraitées afin de limiter les problèmes de défauts de suivi inhérents aux sources administratives. Ainsi, les courtes périodes d'absence des deux fichiers (d'un ou deux mois) au cours d'épisodes d'emploi ont été considérées comme des défauts de suivi du fichier DADS : on les a donc remplacées par une période d'emploi.

Conformément aux attentes, les hommes, les personnes ayant une qualification intermédiaire ou élevée, celles ayant suivi des études supérieures, ainsi que les personnes qui étaient indemnisées au moment de leur inscription sont plus souvent insérées durablement dans l'emploi 3 ans après leur inscription (cf. annexe G). Les jeunes de moins de 25 ans sont plus souvent insérés, durablement ou non, dans l'emploi que leurs aînés.

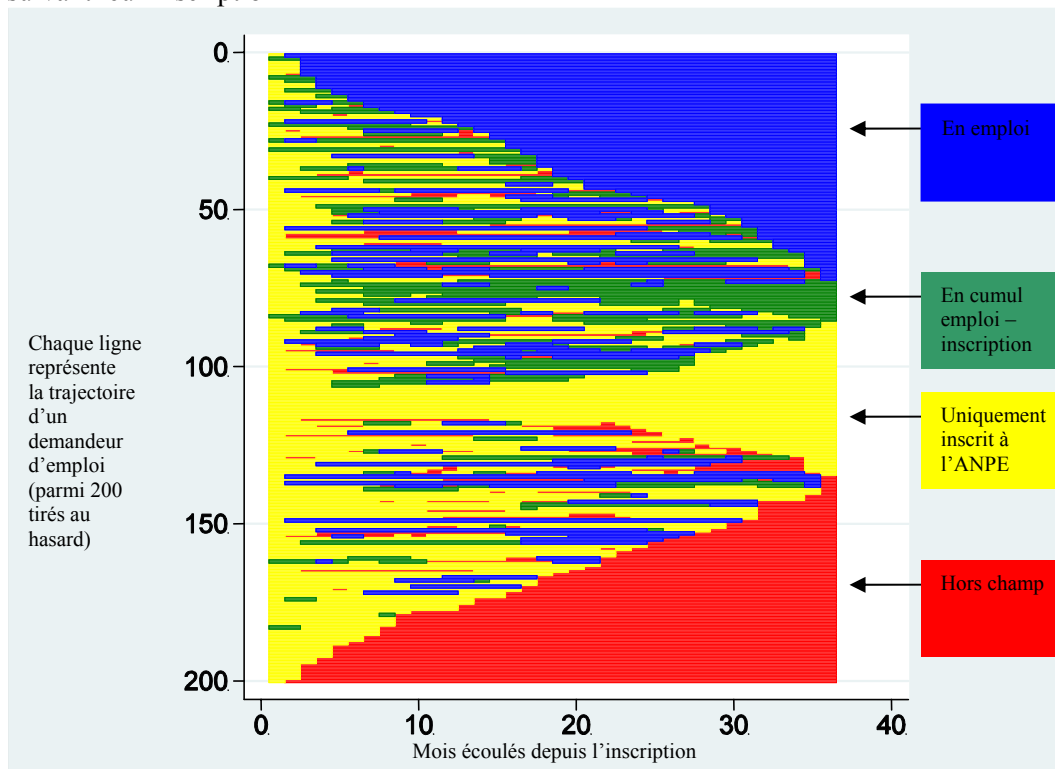
Cette partie ne mobilise le suivi individuel que pour caractériser un degré d'insertion final. Par la suite, en revanche, le suivi individuel permet de décrire l'ensemble de la trajectoire d'insertion.

#### IV. Des trajectoires individuelles qui mêlent souvent plusieurs transitions entre emploi et inscription à l'ANPE

Les trajectoires des demandeurs d'emploi sont décrites pendant les trois premières années suivant leur inscription à l'ANPE, à un rythme mensuel et au moyen des transitions entre quatre états : (1) en emploi dans les DADS sans inscription à l'ANPE, (2) en emploi dans les DADS et inscrit à l'ANPE, (3) uniquement inscrit à l'ANPE et (4) « hors champ » (absent du FH et des DADS). Par exemple, une trajectoire peut comprendre une transition de l'inscription à l'ANPE sans emploi vers un emploi avec maintien de l'inscription à l'ANPE suivie d'une transition vers l'emploi avec arrêt de l'inscription à l'ANPE, puis d'un retour en inscription à l'ANPE consécutif à la perte d'emploi [(3) → (2) → (1) → (3)]..

Les trajectoires individuelles des demandeurs d'emploi lors des trois années suivant leur inscription sont extrêmement complexes, comme l'illustre le graphique 2. Sur ce graphique, un échantillon de 200 trajectoires sélectionnées au hasard est représenté, les trajectoires étant classées en fonction de la situation professionnelle du demandeur 36 mois après son inscription. Cette représentation graphique des trajectoires professionnelles, qui conserve toute leur complexité, permet d'appréhender la nécessaire simplification apportée par les analyses proposées dans la suite de cette étude, notamment dans la nomenclature des trajectoires proposée dans la partie V.

Graphique 2 : Trajectoires individuelles des demandeurs d'emploi pendant les 3 premières années suivant leur inscription



Lecture : sur chaque ligne, on trace la trajectoire d'un individu tiré au hasard, i.e. son état en fonction du nombre de mois écoulés depuis son inscription. Le code couleur des états est le même que sur le graphique 1 (rouge : absent des deux fichiers ; jaune : uniquement inscrit à l'ANPE ; vert : cumul de l'inscription à l'ANPE et d'un emploi dans les DADS ; bleu : uniquement emploi dans les DADS). Ainsi, le premier individu (première ligne en partant du haut) a passé deux mois inscrit à l'ANPE (segment jaune de sa trajectoire) puis a retrouvé un emploi dans les DADS (segment bleu de sa trajectoire) qu'il a conservé pendant les 34 mois suivants.

Note : les trajectoires ont été triées en fonction de l'état du demandeur d'emploi 36 mois après l'inscription à l'ANPE, puis de la durée depuis laquelle il se trouve dans cet état.

Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ;  
Source : FH-DADS, 1999-2004.

Au vu de la complexité et de la diversité des trajectoires des demandeurs d'emploi, il semblerait problématique de donner des informations « moyennes » sur leurs trajectoires, qui ne correspondraient en réalité à aucune trajectoire réelle d'un demandeur d'emploi. On préfère de ce fait décrire la trajectoire médiane au regard du nombre de transitions. L'individu médian connaît 3 transitions. Les trajectoires qui se terminent par une période durable d'emploi(s) DADS ou par la sortie des deux fichiers comptent en général moins de transitions que les autres (tableau 3).

Tableau 3 : Nombre médian de transitions selon le degré final d'insertion sur le marché du travail

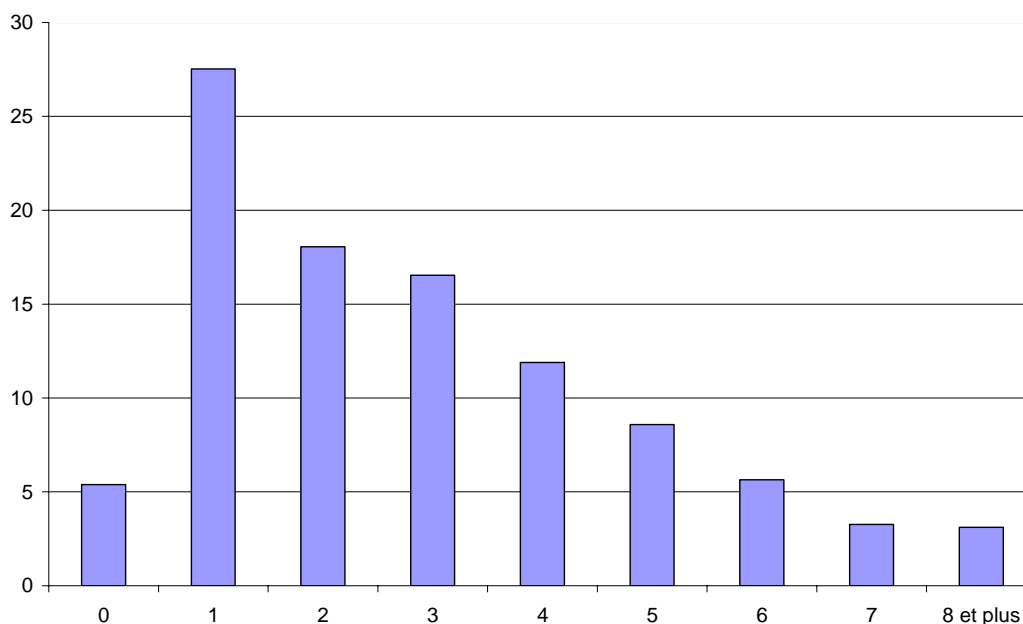
Etat final (après 3 ans)	Médiane du nombre de transitions
Hors champ	1
Uniquement inscrit à l'ANPE	3
En cumul emploi-inscription	4
En emploi salarié (non durablement)	3
En emploi salarié (durablement)	2
Tout état final confondu	3

Lecture : 50 % des demandeurs d'emploi ont connu au moins 3 transitions pendant les trois premières années suivant leur inscription à l'ANPE. 50 % des personnes qui travaillent dans un emploi durable à l'issue de ces trois années ont connu au moins 2 transitions. Une transition correspond au passage de l'un à l'autre des quatre états suivants : en emploi dans les DADS, en emploi dans les DADS et inscrit à l'ANPE, uniquement inscrit à l'ANPE et « hors champ » (absent du FH et des DADS).

Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ;  
Source : FH-DADS, 1999-2004.

Environ un tiers des personnes ont des trajectoires simples, *i.e.* qui ne connaissent aucune ou une seule transition entre inscription à l'ANPE, emploi, cumul et « hors champ » (graphique 3).

Graphique 3 : Nombre de transitions des demandeurs d'emploi pendant les 3 premières années suivant leur inscription



Lecture : 5 % des demandeurs d'emploi n'ont connu aucune transition pendant les trois premières années suivant leur inscription à l'ANPE (elles sont restées inscrites à l'ANPE). Une transition correspond au passage de l'un à l'autre des quatre états suivants : en emploi dans les DADS, en emploi dans les DADS et inscrit à l'ANPE, uniquement inscrit à l'ANPE et « hors champ » (absent du FH et des DADS).

Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ;  
Source : FH-DADS, 1999-2004.

Les jeunes ont des trajectoires plus heurtées que leurs aînés : un jeune sur deux connaît au moins 3 transitions alors qu'au moins un *senior* sur deux ne connaît pas plus d'une transition (cf. tableau 4). Plus précisément, 23% des jeunes demandeurs d'emploi connaissent des trajectoires simples avec au plus une transition (cf. annexe H), alors qu'ils sont 32% parmi leurs aînés âgés entre 25 et 34 ans, et 66% pour les *seniors*.

Tableau 4 : Nombre médian de transitions selon l'âge

Classe d'âge	Médiane du nombre de transitions
Entre 15 et 24 ans	3
Entre 25 et 34 ans	2
Entre 35 et 49 ans	2
Entre 50 et 64 ans	1
Toutes classes d'âge confondues	3

Lecture : 50 % des demandeurs d'emploi ont connu au moins 3 transitions pendant les trois premières années suivant leur inscription à l'ANPE. 50 % des jeunes entre 15 et 24 ans ont connu au moins 3 transitions.

Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ;

Source : FH-DADS, 1999-2004.

## V. Un tiers des demandeurs d'emploi trouvent un emploi dans le champ DADS sans retourner à l'ANPE pendant trois ans

Dans le tableau 5, sont présentées les trajectoires les plus fréquentes des demandeurs d'emploi lors des trois années après leur inscription. Les trajectoires sont ici décrites comme des successions d'états sans tenir compte de la durée passée dans chacun des états.

Pendant les 3 années suivant leur inscription, 15 % des demandeurs d'emploi disparaissent définitivement du FH-DADS sans jamais occuper un emploi du champ DADS. Il s'agit en partie de *seniors* cessant leur activité. Par ailleurs, 9 % des demandeurs d'emploi obtiennent directement un emploi, sans passer par le cumul entre emploi et inscription, et demeurent en emploi au moins jusqu'à la fin de la troisième année après leur inscription. 6 % des demandeurs d'emploi passent par une période de cumul entre emploi et inscription avant d'occuper un emploi (sans être en même temps inscrits à l'ANPE) qu'ils conservent au moins jusqu'à la fin de la troisième année après leur inscription. Ces deux trajectoires sont deux fois moins fréquentes pour les *seniors*. 5 % sont inscrits de manière continue à l'ANPE pendant trois années, sans jamais être en emploi. Cette trajectoire devient plus fréquente avec l'âge. Ces quatre trajectoires représentent à peu près un tiers de toutes les trajectoires, une description des trajectoires suivantes classées selon leur fréquence est disponible dans l'annexe I.

Tableau 5 : Les trajectoires les plus fréquentes lors des 3 premières années après l'inscription

Trajectoires	Part	Part cumulée
Inscription - Hors champ	15,0	15,0
Inscription - Emploi	9,2	24,2
Inscription - Cumul - Emploi	6,0	30,2
Inscription	5,0	35,2
Autres trajectoires	64,8	100,0

Lecture : 6% des trajectoires correspondent à une succession d'un période d'inscription à l'ANPE, d'une période de cumul de cette inscription avec un emploi et d'une période d'emploi exclusif. Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ; Source : FH-DADS, 1999-2004.

### *Une typologie pour décrire synthétiquement les trajectoires des demandeurs d'emploi*

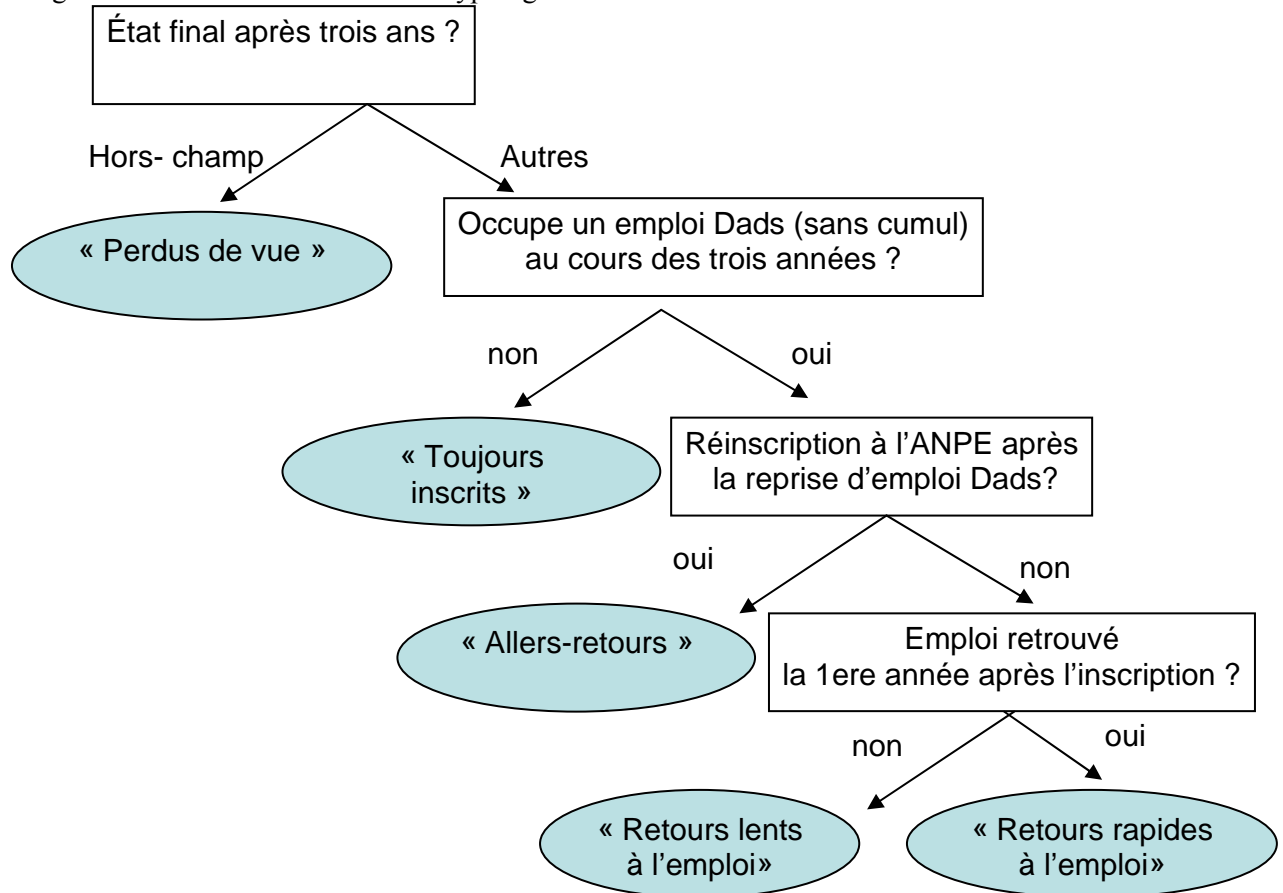
Au-delà de ces quatre trajectoires simples, qui sont les plus fréquentes mais qui ne représentent que 35 % de l'ensemble des trajectoires, les trajectoires des demandeurs d'emploi sont complexes : elles sont souvent constituées de plusieurs allers et retours entre emploi, inscription à l'ANPE, cumul emploi-inscription et absence des deux fichiers. Pour analyser ces trajectoires complexes et diverses, on propose une typologie qui cherche à regrouper les trajectoires en fonction de la difficulté d'insertion professionnelle qu'ont connue les demandeurs d'emploi. La classification proposée consiste à repérer dans les trajectoires un certain nombre d'événements clés de l'insertion :

- le fait d'occuper un emploi DADS sans être inscrit à l'ANPE, signe d'un début d'insertion ;
- une réinscription à l'ANPE après avoir occupé un emploi, signe d'une insertion difficile ;
- la durée d'inscription sur les listes de l'ANPE avant de retrouver un emploi, signe d'une insertion plus ou moins rapide.



La construction de la typologie est représentée sur le diagramme 1.

Diagramme 1 : La construction de la typologie.



On distingue ainsi cinq grandes catégories de trajectoires, allant de celles qui ont conduit à une insertion rapide à celles qui témoignent d'une insertion plus difficile :

- Les « retours rapides à l'emploi » (insertion directe rapide sur le marché du travail) : il s'agit des demandeurs d'emploi qui ont retrouvé un emploi pendant la première année après leur inscription à l'ANPE, et ne se sont pas réinscrits à l'ANPE durant les deux années suivantes.
- Les « retours lents à l'emploi » (insertion directe lente sur le marché du travail) : il s'agit des demandeurs d'emploi qui ont retrouvé un emploi après la première année suivant leur inscription à l'ANPE, et ne se sont pas réinscrits à l'ANPE par la suite.
- Les « allers-retours » (entre emploi et inscription à l'ANPE).
- Les « toujours inscrits » : il s'agit des demandeurs d'emploi toujours inscrits à l'ANPE trois années après leur première inscription, et qui n'ont pas retrouvé d'emploi sans cumul entre temps.
- Les « perdus de vue » : il s'agit des demandeurs d'emploi absents des deux fichiers (FH et DADS) trois années après leur inscription à l'ANPE. On ne commente pas leurs trajectoires car i) ils ont en général passé un temps important « hors champ » (19 mois en moyenne), et, ii) on ne sait pas s'ils sont inactifs, retraités, chômeurs non inscrits à l'ANPE ou en emploi hors du champ DADS (employé par l'Etat, indépendants...).

Cette typologie prend principalement appui sur les transitions entre emploi (dans les DADS) et inscription à l'ANPE. Les transitions de ou vers l'absence des deux fichiers ne sont prises en compte qu'à la marge. Le cumul entre emploi et inscription à l'ANPE d'une part et l'inscription à l'ANPE sans emploi d'autre part sont considérés de la même manière, ce qui revient à considérer que l'insertion professionnelle réelle n'a lieu qu'à partir du moment où le demandeur d'emploi retrouve un emploi et se désinscrit de l'ANPE.

*29 % des demandeurs d'emploi ont connu une insertion directe, 26 % une insertion plus chaotique*

Près d'un tiers (29 %, tableau 6) des demandeurs d'emploi ont connu une insertion professionnelle directe : au cours des trois années suivant leur inscription, ils ont quitté l'ANPE pour occuper un emploi sans se réinscrire par la suite. 13 % ont retrouvé leur emploi avant la fin de leur première année d'inscription (« retours rapides à l'emploi »), tandis que 16 % l'ont retrouvé après cette date (« retours lents à l'emploi »).

26 % des demandeurs d'emploi ont connu une insertion professionnelle *a priori* plus difficile, constituée d'allers-retours entre emploi et inscription à l'ANPE : ils ont trouvé un emploi qu'ils ont perdu par la suite, se sont réinscrits à l'ANPE, avant d'éventuellement reprendre un ou plusieurs autres emplois. Trois ans après leur première inscription en 1999, 14 % sont à nouveau inscrits à l'ANPE, tandis que 12 % occupent un emploi (dans le champ DADS).

16 % des demandeurs d'emploi sont restés inscrits à l'ANPE pendant en moyenne 22 mois au cours des trois années après leur première inscription en 1999 sans jamais occuper un emploi DADS exclusif<sup>12</sup>, et sont encore inscrits à l'issue de cette période (« toujours inscrits »). Une partie d'entre eux a pu toutefois exercer une activité réduite pendant cette période.

29 % des demandeurs d'emploi nouvellement inscrits en 1999 sont « perdus de vue » (absents des deux fichiers) trois ans après leur inscription.

*Le diplôme et la qualification protègent partiellement contre le risque d'allers-retours entre inscription à l'ANPE et emploi*

Les hommes sont plus souvent que les femmes en « retours rapides ou lents à l'emploi » (31 % contre 26 %) ou encore en « allers-retours » (29 % contre 24 %). Les femmes sont plus souvent demeurées inscrites à l'ANPE ou « perdues de vue ».

Les demandeurs d'emploi indemnisés sont plus suivis dans les fichiers que ceux qui ne sont pas indemnisés lors de leur première inscription : 26 % des indemnisés sont « perdus de vue » trois années après leur inscription, alors que cette proportion est de 32 % chez les non indemnisés. Les demandeurs d'emploi indemnisés s'insèrent également légèrement mieux vers l'emploi, même s'ils connaissent plus souvent des « retours lents à l'emploi » (18 % contre 14 % pour les non indemnisés).

Une qualification plus élevée accélère l'insertion. Par exemple, 14 % des ouvriers et employés qualifiés connaissent un « retour rapide à l'emploi », alors qu'ils ne sont que 8 % parmi leurs homologues non qualifiés. Les effets du niveau d'études sur l'insertion sont du même ordre que ceux de la qualification.

---

<sup>12</sup> Durant les 14 mois complétant la période d'étude de la trajectoire, ils ont été absents des deux fichiers.

Les jeunes demandeurs d'emploi de 15 à 24 ans constituent la classe d'âge alternant le plus souvent emploi et inscription à l'ANPE. 35 % d'entre eux sont en « allers-retours » alors qu'ils sont 25 % parmi les 25-34 ans. La part des demandeurs d'emploi en insertion directe est la même pour les jeunes et la classe d'âge 25-34 ans (31%), alors que ces derniers connaissent plus souvent des trajectoires sans insertion (« toujours inscrits à l'ANPE »). Les demandeurs d'emploi entre 35 et 49 ans sont les plus touchés par le défaut d'insertion caractérisé par une présence prolongée et/ou répétée à l'ANPE (« toujours inscrits à l'ANPE »). Les *seniors*, comme on l'a déjà évoqué, sont beaucoup moins bien décrits par le FH-DADS (58 % sont hors champ) du fait de leur sortie du marché du travail.

Tableau 6 : Les différentes trajectoires en fonction des caractéristiques socio-démographiques des demandeurs d'emploi.

en %	Perdus de vue	Est resté inscrit à l'ANPE pendant l'ensemble de la période	Allers-retours entre emploi et inscription à l'ANPE		Insertion directe sur le marché du travail (sans repasser par l'ANPE)		Total
			Inscrit à l'ANPE au bout des trois ans	En emploi au bout des trois ans	Insertion lente (emploi retrouvé après la première année d'inscription)	Insertion rapide (emploi retrouvé pendant la première année d'inscription)	
Tous	29	16	26		29		100
			14	12	16	13	
<b>Genre</b>							
Hommes	28	12	16	13	15	16	100
Femmes	31	19	14	10	15	11	100
<b>Indemnisation en 1999</b>							
Non indemnisé	32	15	15	11	14	13	100
Indemnisé	26	16	14	12	18	14	100
<b>Qualification</b>							
Ouvriers et employés non qualifiés	31	19	17	11	14	8	100
Ouvriers et employés qualifiés	29	14	15	12	16	14	100
Prof. intermédiaires	27	9	12	13	16	23	100
Cadres	35	11	10	8	15	21	100
<b>Niveau d'études</b>							
Etudes supérieures 2nd cycle	31	12	12	10	15	20	100
Etudes supérieures 1er cycle	22	10	13	15	18	22	100
Bac	25	14	16	14	17	14	100
Formation professionnelle	26	16	17	13	16	12	100
Collège	36	20	15	8	14	7	100
Ecole primaire	40	25	12	5	12	6	100
<b>Classes d'âge</b>							
15-24	24	10	18	17	15	16	100
25-34	28	16	14	11	17	14	100
35-49	28	23	13	8	17	11	100
50-64	58	21	6	2	8	5	100

Lecture : 29 % des demandeurs d'emploi connaissent une insertion directe sur le marché du travail. Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ; Source : FH-DADS, 1999-2004.

## **VI. Conclusion**

L'appariement FH-DADS permet un suivi individuel des trajectoires des demandeurs d'emploi bien plus riche qu'un suivi uniquement agrégé. Notre étude montre l'intérêt de cette source pour décrire les transitions entre inscription à l'ANPE et emploi du secteur privé. Elle pourra être utilement complétée par d'autres travaux descriptifs mobilisant des informations complémentaires sur le secteur d'activité et sur les rémunérations des personnes en emploi. Des travaux de recherche sur la mobilité professionnelle sont déjà en cours.

La richesse de l'information disponible dans l'appariement ne doit pas pour autant masquer ses limites. La première concerne la durée sur laquelle l'appariement a été constitué. Notre analyse typologique aurait gagné en enseignement s'il avait été possible de comparer sa ventilation sur différentes périodes. Une cohorte de demandeurs d'emploi inscrits en 1995 connaît-elle des trajectoires identiques à une cohorte inscrites en 2003 ?

La deuxième limite a déjà été citée en introduction et commentée tout au long du document. Il s'agit du champ de l'emploi « DADS ». Une source DADS enrichie des emplois chez les particuliers et des emplois de la fonction publique renforcerait la portée de notre typologie.

## Annexe A : Méthode de sélection d'une cohorte d'entrants dans le FH

Les demandeurs d'emploi suivis sont ceux qui sont entrés à l'ANPE en catégories A, B, C au cours de l'année 1999, alors qu'il n'ont pas été inscrits à l'ANPE sur une période de 6 mois précédant leur première date d'inscription en 1999<sup>13</sup>. En d'autres termes, l'entrée étudiée est hors « réinscription rapide ». Ce dernier critère de sélection a deux avantages :

- Il permet d'étudier l'émergence de la récurrence en demande d'emploi et ne biaise pas l'échantillon initial en sur-représentant les récurrents à l'ANPE.
- Il assure que les motifs d'inscription sont des motifs réels. En effet, un demandeur d'emploi qui se réinscrit à l'ANPE dans les 6 mois après sa sortie précédente n'est pas tenu de renseigner un nouveau motif d'inscription.

La cohorte compte autant d'hommes que de femmes. Les jeunes sont les plus nombreux : 39,3% des entrants ont entre 15 ans et 24 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1999 (cf. tableau A1). 33,7% des entrants sont indemnisables. Les entrants sont essentiellement peu qualifiés (47,7%, tableau A2) ou non qualifiés (25,4%). 20,5% (cf. tableau A3) ont fait des études supérieures, 38,2% ont un niveau BEP-CAP.

Tableau A1 : Cohorte d'entrants selon l'âge au 1er janvier 1999.

Age au 1er janvier 1999	Part dans la cohorte d'entrants en %
de 15 ans à 24 ans	39,3
de 25 ans à 34 ans	30,0
de 35 ans à 49 ans	22,0
de 50 ans à 64 ans	8,7

Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ;  
Source : FH-DADS, 1999-2004.

Tableau A2 : Cohorte d'entrants selon la qualification.

Niveau de qualification	Part dans la cohorte d'entrants en %
Ouvriers et employés non qualifiés	25,4
Ouvriers et employés qualifiés	47,7
Professions intermédiaire	8,6
Cadres	6,1
Non disponible	12,2

Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ;  
Source : FH-DADS, 1999-2004.

Tableau A3 : Cohorte d'entrants selon le diplôme.

Niveau de diplôme	Part dans la cohorte d'entrants en %
<b>I</b> - Etudes supérieures (2 <sup>nd</sup> cycle et plus)	8,9
<b>II</b> - Etudes supérieures (1 <sup>er</sup> cycle)	11,6
<b>III</b> - Baccalauréat	17,7
<b>IV</b> - BEP-CAP	38,2
<b>V</b> – BEPC	6,4
<b>VI</b> - Etudes primaires	13,6
Non disponible	3,6

Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ;  
Source : FH-DADS, 1999-2004.

<sup>13</sup> Pour les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE entre janvier 1999 et décembre 2004, on dispose dans le FH-DADS de leur inscriptions à l'ANPE antérieures à janvier 1999 dans la mesure où elles se terminent après janvier 1997.

## **Annexe B : Choix opérés lors du retraitement des données**

Le FH et les DADS sont deux fichiers administratifs, élaborés pour le premier à des fins de gestion des informations relatives aux demandeurs d'emploi et pour le second afin d'assurer le recouvrement des cotisations sociales. Ces deux fichiers ne sont de ce fait pas directement adaptés à l'étude des trajectoires et des transitions professionnelles d'une cohorte de demandeurs d'emploi : il a fallu opérer plusieurs retraitements afin d'aboutir à une analyse plus fiable. Ces retraitements ont pour principaux objectifs d'éliminer des DADS des périodes d'emplois annexes et d'imputer des périodes d'absence de deux fichiers assez courtes pour qu'elles ne soient pas significatives. Cette annexe décrit les principaux retraitements qui ont été opérés.

### *Elimination des périodes d'emploi dites « annexes » dans les DADS*

Dans l'exploitation que l'on fait des DADS, on cherche à décrire le moment à partir duquel un demandeur a retrouvé un « vrai » emploi, c'est-à-dire un emploi qui représente un temps travaillé significatif et qui apporte une rémunération suffisamment importante à la personne employée.

Conformément aux usages habituels dans les exploitations standards des DADS<sup>14</sup>, on élimine ainsi les périodes d'emploi dites « annexes », qui sont telles que :

- elles sont de durée courte (inférieures à un mois ou à 120 heures rémunérées), ou à temps très partiel (moins d'1,5 heure par jour de travail en moyenne) ;
- et elles rapportent moins de 3 Smic mensuels sur l'année.

De ce fait, notre définition du cumul entre emploi (dans le champ DADS) et inscription à l'ANPE ne correspond pas totalement au périmètre de l'activité réduite : certains demandeurs d'emploi travaillant à temps très partiel sont inscrits à l'ANPE et enregistrés comme exerçant une activité réduite, alors qu'ils seront considérés dans notre analyse comme des demandeurs d'emploi ne cumulant pas inscription à l'ANPE et exercice d'un emploi.

### *Correction pour la surestimation du cumul emploi – inscription à l'ANPE*

Le calendrier construit à partir du FH-DADS décrit la situation des demandeurs d'emploi lors d'un mois donné. Une personne inscrite à l'ANPE les 15 premiers jours du mois M et reprenant un emploi par la suite sera considérée comme à la fois en emploi et inscrite à l'ANPE. La trajectoire de cette personne sera ainsi retranscrite, à tort, de la manière suivante : inscription à l'ANPE au mois M-1, cumul au mois M et emploi dans les DADS en M+1, alors qu'elle a intégré directement un emploi, sans passer par une période de cumul entre emploi et inscription.

---

<sup>14</sup> Voir la fiche A5 du guide méthodologique DADS à validité 2006 pour une description précise des corrections apportées. Contrairement au traitement décrit dans cette fiche, qui porte sur les périodes de travail et sur les postes (ensemble des périodes de travail réalisées au sein du même établissement), on effectue l'élimination des périodes annexes sur les périodes d'emplois (ensemble de postes réalisés au sein de la même entreprise), car le panel DADS comprend uniquement des informations au niveau agrégé de la période d'emploi, non au niveau détaillé du poste. Toutefois, cela amène à des corrections proches, puisque moins de 2 % des périodes d'emploi sont composés de plusieurs postes.

Pour corriger ce biais potentiellement important, qui conduit à surestimer la prévalence des périodes de cumul entre emploi et inscription à l'ANPE, on considère que :

- si la personne était inscrite à l'ANPE au mois M-1, en cumul au mois M, et en emploi au mois M+1, elle a repris un emploi dès le mois M ;
- si la personne était en emploi au mois M-1, en cumul au mois M, et inscrite à l'ANPE au mois M+1, elle s'est inscrite à l'ANPE dès le mois M.

Notons que cela conduit à corriger à tort des situations dans lesquelles une personne était réellement en situation de cumul pendant un seul mois entre une période inscription à l'ANPE et une période d'emploi.

*Correction pour corriger des courtes périodes d'absence des fichiers entre emploi et inscription à l'ANPE*

Les trajectoires des demandeurs d'emploi sont souvent entrecoupées de courtes périodes d'un ou deux mois pendant lesquels ils sont absents des DADS et du FH. On prend le parti de corriger ces périodes en les transformant soit en périodes d'emploi, soit en périodes d'inscription à l'ANPE, selon les cas :

- entre deux épisodes d'emploi : une courte période d'absence des deux fichiers peut correspondre dans ce cas à une attente entre deux emplois, on la considère comme une période d'emploi ;
- entre deux épisodes d'inscription à l'ANPE : une courte période d'absence des deux fichiers peut correspondre dans ce cas à un problème de radiation d'un demandeur d'emploi suivie d'une réinscription dans les deux mois suivants, on la considère comme une période d'inscription à l'ANPE ;
- entre un épisode d'emploi et un épisode d'inscription à l'ANPE, ou inversement : une courte période d'absence des deux fichiers peut correspondre par exemple à une désinscription de l'ANPE dans l'attente d'une embauche dans le futur. Dans ce cas, on impute lors de la période « hors champ » la situation d'arrivée de la personne.



### **Annexe C : Comparaison des trajectoires dans le FH-DADS et dans l'enquête emploi annuelle : les deux sources sont globalement cohérentes, même si le FH-DADS sous-estime légèrement le taux de retour à l'emploi**

La comparaison du FH-DADS et de l'enquête emploi permet d'une part de tester la fiabilité du FH-DADS, et, d'autre part, de comprendre dans quelle situation professionnelle se trouvent les personnes qui ne sont repérées dans aucun des deux fichiers, ni FH, ni DADS (emploi hors champ DADS, chômage ou inactivité au sens du BIT).

Jusqu'en 2002, l'enquête emploi est conduite annuellement. Chaque année, environ 75 000 logements sont enquêtés au mois de mars. Leurs occupants sont interrogés à trois reprises durant deux années s'ils ne déménagent pas. Par exemple, les personnes interrogées une première fois en janvier 1999 seront interrogées à nouveau en mars 2000 et en mars 2001, ce qui permet de reconstituer leur trajectoire professionnelle de janvier 1999 à mars 2001.

Par rapport au FH-DADS, l'enquête emploi a l'avantage de donner des informations plus détaillées sur la situation professionnelle des personnes interrogées : elle permet notamment de repérer si la personne est en emploi, même si celui-ci ne fait pas partie du champ des DADS (emploi dépendant de l'Etat, des services domestiques, agricole ou de statut indépendant). Cependant, l'enquête emploi a également des défauts. Premièrement, les personnes qui déménagent ne sont pas suivies, alors qu'elles ont plus souvent repris un emploi que celles qui n'ont pas déménagé. L'enquête emploi devrait ainsi légèrement sous-estimer le taux de retour à l'emploi. Deuxièmement, la variable repérant l'inscription à l'ANPE est uniquement de nature déclarative (elle n'a pas été recoupée avec des informations issues des fichiers administratifs).

La comparaison entre l'enquête emploi et le FH-DADS porte sur l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en janvier 1999, quelle que soit leur catégorie et leur date d'inscription. Ce champ est plus large que celui qui est utilisé par ailleurs dans cette étude (les nouveaux inscrits à l'ANPE pendant l'année 1999 hors « réinscription rapide »), afin notamment d'obtenir un échantillon suffisamment important pour produire des chiffres précis avec l'enquête emploi. Malgré cette extension du champ, les effectifs sur lesquels sont calculés les taux de transition sont faibles : 5286 à 15 mois (entre janvier 1999 et mars 2000) et 2648 à 27 mois (jusqu'en mars 2001). Ce champ représente 4,5 millions de personnes selon le FH-DADS et 4,3 millions selon l'enquête emploi.

Par rapport à l'enquête emploi, le FH-DADS sous-estime légèrement le taux de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi (tableau C1). Par exemple, en mars 2000, 19 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en janvier 1999 ont retrouvé un emploi dans le champ DADS d'après le FH-DADS, contre 23 % selon l'enquête emploi. De plus, 4 % des demandeurs d'emploi ont retrouvé un emploi hors du champ DADS<sup>15</sup> selon l'enquête emploi, mais sont comptabilisés parmi les « hors champ » dans le FH-DADS (parce qu'ils ne sont présents dans aucun des deux fichiers).

---

<sup>15</sup> Il s'agit des personnes employées par l'Etat, dans le secteur des services domestiques ou agricoles (avant 2003), ou des personnes travaillant à leur propre compte.

Tableau C1 : Trajectoires professionnelles des demandeurs d'emploi inscrits en janvier 1999, selon l'enquête emploi annuelle et le FH-DADS

En %	Situation en mars 2000		Situation en mars 2001	
	FH-DADS	Enq. Emploi	FH-DADS	Enq. Emploi
En emploi dans le champ DADS sans inscription à l'ANPE	19	23	27	31
En emploi dans le champ DADS et inscrit à l'ANPE	16	15	13	11
Inscrit à l'ANPE sans emploi dans le champ DADS	45	47	33	34
Sans emploi DADS, non inscrit à l'ANPE, dont :	20	15	27	24
En emploi (hors champ DADS), non inscrit à l'ANPE	nd	4	nd	5
Chômeur (au sens du BIT) non inscrit	nd	1	nd	1
Inactif (au sens du BIT)	nd	10	nd	18
Total	100	100	100	100

Lecture : d'après le FH-DADS, 19 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en janvier 1999 sont en emploi un an après, en mars 2000. Cette proportion est de 23 % selon l'enquête emploi ; champ : demandeurs d'emploi inscrits en janvier 1999, quelle que soit leur date d'inscription ; source : FH-DADS et enquête emploi annuelle.

La proportion de personnes inscrites à l'ANPE (qu'elles soient en emploi ou non) est très proche entre le FH-DADS et l'enquête emploi (61% contre 62% en mars 2000). En revanche, la proportion de personnes « hors champ »<sup>16</sup> est supérieure dans le FH-DADS (20% contre 15% dans l'enquête emploi en mars 2000). La surestimation des « hors champ » et la sous-estimation des personnes en emploi pourraient être liées pour partie au problème des NIRs fictifs, sans qu'il soit possible de déterminer dans quelle mesure.

Enfin, la comparaison avec l'enquête emploi permet de montrer que la catégorie des « hors champ » ne contient pas seulement des personnes inactives au sens du BIT. Selon l'enquête emploi, elle contient entre un quart et un tiers de personnes actives, dont environ 5 % de chômeurs non inscrits à l'ANPE.

Le taux de retour à l'emploi DADS (y.c. en activité réduite) est inférieur dans le FH-DADS par rapport à l'enquête emploi avec une importance variable selon la catégorie d'âge (cf. tableaux C2 à C5). L'écart de taux de retour à l'emploi à 15 mois entre le FH-DADS et l'enquête emploi est de 10 points pour tous les demandeurs d'emploi, excepté les seniors pour qui l'écart est non significatif. Le taux de retour à l'emploi à 27 mois est toujours inférieur dans le FH-DADS pour les demandeurs d'emploi entre 25 et 49 ans, alors que l'écart disparaît pour les plus jeunes.

Ces différences entre catégories d'âge pourraient provenir de taux de NIR fictifs différents d'une classe d'âge à l'autre. La déclaration du NIR est une déclaration de l'établissement dont le soin peut varier suivant son activité ou sa taille. Dans la mesure où les divers types d'entreprises ne sont pas représentés de manière uniforme dans chaque classe d'âge, on peut donc s'attendre à des taux de NIRs fictifs différents entre les jeunes et leurs aînés.

<sup>16</sup> Rappelons que les personnes « hors champ » correspondent aux personnes non inscrites à l'ANPE en catégories A,B,C et aux personnes qui n'occupent pas un emploi dans les DADS, soit parce qu'ils n'occupent pas d'emploi, soit parce qu'ils occupent un emploi hors du champ DADS (indépendant, salarié de la fonction publique d'Etat, salarié chez un particulier employeur).

Une autre forme d'explication relève des différences entre classe d'âge provenant de l'enquête emploi. Les comportements de réponse à l'enquête sont peut-être différents d'une classe d'âge à l'autre et la qualité du redressement de la non réponse peut ainsi varier entre les jeunes et leurs aînés. Dans la mesure où les jeunes peuvent être considérés comme plus mobiles (en particulier ils peuvent déménager plus facilement pour occuper un emploi), ils sont moins bien suivis par l'enquête emploi. Ceci pourrait contribuer à expliquer la différence d'écart, entre le FH-DADS et l'enquête emploi, de taux de retour à l'emploi mesuré en mars 2000 et mars 2001 chez les jeunes. La population de janvier 1999 répondante en mars 2000 dans l'enquête emploi est différente de celle qui répond en mars 2001. Elle est vraisemblablement moins en emploi.

Lorsqu'ils sont mesurés à 15 mois, les taux d'inscription à l'ANPE sont légèrement plus importants dans le FH-DADS que dans l'enquête emploi. Cette comparaison est homogène entre classes d'âge. A 27 mois, des différences plus marquées apparaissent entre classe d'âge. Alors que, pour les 25-34 ans et pour les seniors, les différences FH-DADS et enquête emploi restent faibles, le taux d'inscription des 35-49 ans est de 7 points supérieur dans le FH-DADS par rapport à l'enquête emploi. Pour les plus jeunes (15-24 ans), la comparaison est inversée : leur taux d'inscription à l'ANPE est de 6 points inférieur dans le FH-DADS. Il est probable que ces différences de taux d'inscription ne proviennent pas uniquement d'un défaut de suivi de la source FH, mais aussi d'un comportement de sous déclaration de l'inscription à l'enquête emploi. L'interprétation des différences entre taux d'inscription est donc plus difficile que celle entre taux d'emploi.

En définitive, le défaut de suivi dans le FH-DADS lié aux NIR ou GIDE fictifs est d'autant plus problématique que les demandeurs d'emploi sont jeunes. Entre 8% et 10% des jeunes, n'apparaissent plus dans le fichier FH-DADS alors que selon l'enquête emploi ils devraient y apparaître. Ces proportions décroissent selon la tranche d'âge considérée : elles ne sont plus que de 3% et 4% pour les seniors.

A cause de ces différences de biais potentiels, les comparaisons entre classe d'âge de trajectoires suivies dans le FH DADS doivent être interprétées avec précaution.

Tableau C2 : Trajectoires professionnelles des demandeurs d'emploi inscrits en janvier 1999 âgés de 15 à 24 ans au 1<sup>er</sup> du mois d'inscription, selon l'enquête emploi annuelle et le FH-DADS

En %	Situation en mars 2000		Situation en mars 2001	
	FH-DADS	Enq. Emploi	FH-DADS	Enq. Emploi
En emploi dans le champ DADS et non inscrit à l'ANPE	28	37	38	42
En emploi dans le champ DADS et inscrit à l'ANPE	17	16	13	8
Inscrit à l'ANPE sans emploi dans le champ DADS	33	33	24	35
Sans emploi DADS, non inscrit à l'ANPE, dont :	22	14	25	15
En emploi (hors champ DADS), non inscrit à l'ANPE	nd	3	nd	3
Chômeur (au sens du BIT) non inscrit	nd	3	nd	3
Inactif (au sens du BIT)	nd	9	nd	9
Total	100	100	100	100

Lecture : idem que tableau 1; champ : demandeurs d'emploi inscrits en janvier 1999 âgés entre 15 et 24 ans au 1<sup>er</sup> du mois; source : FH-DADS et enquête emploi annuelle.

Tableau C3 : Trajectoires professionnelles des demandeurs d'emploi inscrits en janvier 1999 âgés de 25 à 34 ans au 1<sup>er</sup> du mois d'inscription, selon l'enquête emploi annuelle et le FH-DADS

En %	Situation en mars 2000		Situation en mars 2001	
	FH-DADS	Enq. Emploi	FH-DADS	Enq. Emploi
En emploi dans le champ DADS et non inscrit à l'ANPE	22	32	31	40
En emploi dans le champ DADS et inscrit à l'ANPE	17	17	12	12
Inscrit à l'ANPE sans emploi dans le champ DADS	42	39	31	29
Sans emploi DADS, non inscrit à l'ANPE, dont :	19	12	26	19
En emploi (hors champ DADS), non inscrit à l'ANPE	nd	4	nd	6
Chômeur (au sens du BIT) non inscrit	nd	1	nd	1
Inactif (au sens du BIT)	nd	7	nd	12
Total	100	100	100	100

Lecture : idem que tableau 1; champ : demandeurs d'emploi inscrits en janvier 1999 âgés entre 25 et 34 ans au 1<sup>er</sup> du mois; source : FH-DADS et enquête emploi annuelle.

Tableau C4 : Trajectoires professionnelles des demandeurs d'emploi inscrits en janvier 1999 âgés de 35 à 49 ans au 1<sup>er</sup> du mois d'inscription, selon l'enquête emploi annuelle et le FH-DADS

En %	Situation en mars 2000		Situation en mars 2001	
	FH-DADS	Enq. Emploi	FH-DADS	Enq. Emploi
En emploi dans le champ DADS et non inscrit à l'ANPE	15	21	23	35
En emploi dans le champ DADS et inscrit à l'ANPE	17	17	14	12
Inscrit à l'ANPE sans emploi dans le champ DADS	52	50	40	35
Sans emploi DADS, non inscrit à l'ANPE, dont :	16	12	23	18
En emploi (hors champ DADS), non inscrit à l'ANPE	nd	5	nd	7
Chômeur (au sens du BIT) non inscrit	nd	2	nd	1
Inactif (au sens du BIT)	nd	5	nd	10
Total	100	100	100	100

Lecture : idem que tableau 1; champ : demandeurs d'emploi inscrits en janvier 1999 âgés entre 35 et 49 ans au 1<sup>er</sup> du mois; source : FH-DADS et enquête emploi annuelle.

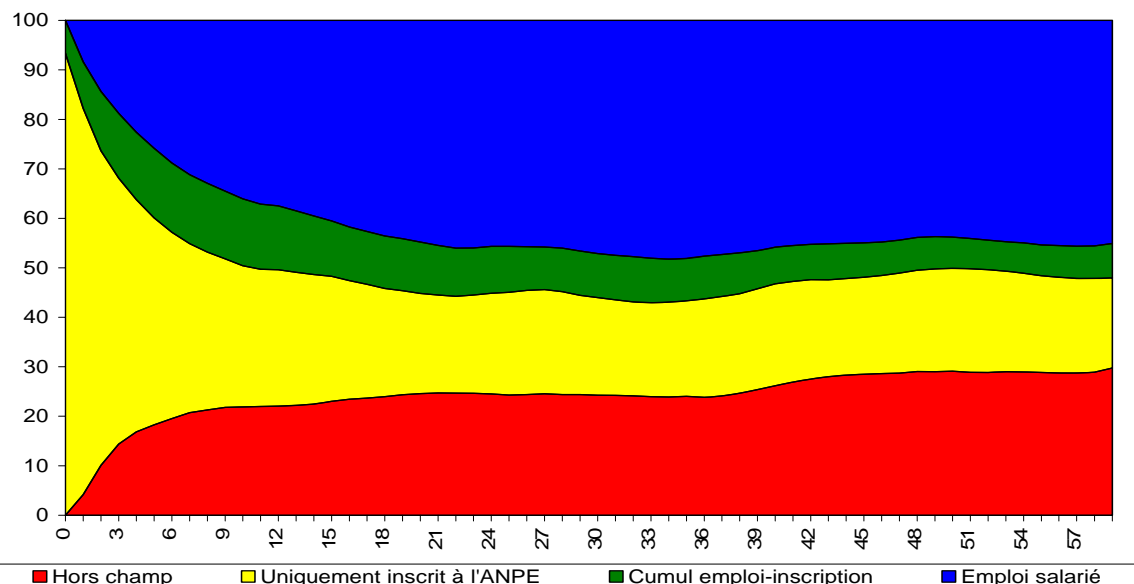
Tableau C5 : Trajectoires professionnelles des demandeurs d'emploi inscrits en janvier 1999 âgés de 50 à 65 ans au 1<sup>er</sup> du mois d'inscription, selon l'enquête emploi annuelle et le FH-DADS

En %	Situation en mars 2000		Situation en mars 2001	
	FH-DADS	Enq. Emploi	FH-DADS	Enq. Emploi
En emploi dans le champ DADS et non inscrit à l'ANPE	9	10	13	15
En emploi dans le champ DADS et inscrit à l'ANPE	12	9	9	8
Inscrit à l'ANPE sans emploi dans le champ DADS	52	57	36	39
Sans emploi DADS, non inscrit à l'ANPE, dont :	27	24	42	38
En emploi (hors champ DADS), non inscrit à l'ANPE	nd	3	nd	4
Chômeur (au sens du BIT) non inscrit	nd	0	nd	1
Inactif (au sens du BIT)	nd	21	nd	33
Total	100	100	100	100

Lecture : idem que tableau 1; champ : demandeurs d'emploi inscrits en janvier 1999 âgés entre 50 et 65 ans au 1<sup>er</sup> du mois; source : FH-DADS et enquête emploi annuelle.

## Annexe D : Ecoulement de la cohorte de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 1999 selon leur âge à l'entrée

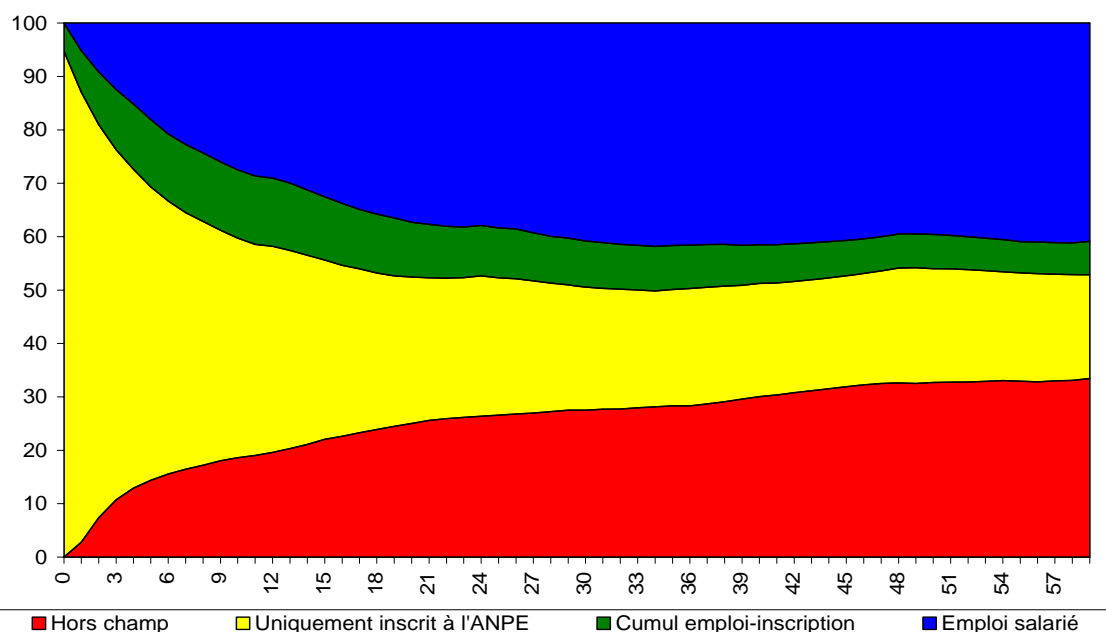
Graphique D1 : Ecoulement de la cohorte de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 1999 et âgés de 15 à 24 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1999



Lecture : Environ 28 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 1999 sont encore inscrits à l'ANPE et non salariés dans le champ DADS 12 mois après leur date d'inscription. A la même date, 13 % sont inscrits à l'ANPE et occupent un emploi salarié dans le champ DADS (cumul emploi-inscription). 37 % sont salariés dans le champ DADS sans être inscrits en même temps à l'ANPE. Enfin, 22 % ne sont ni inscrits à l'ANPE, ni salariés dans le champ DADS (hors champ).

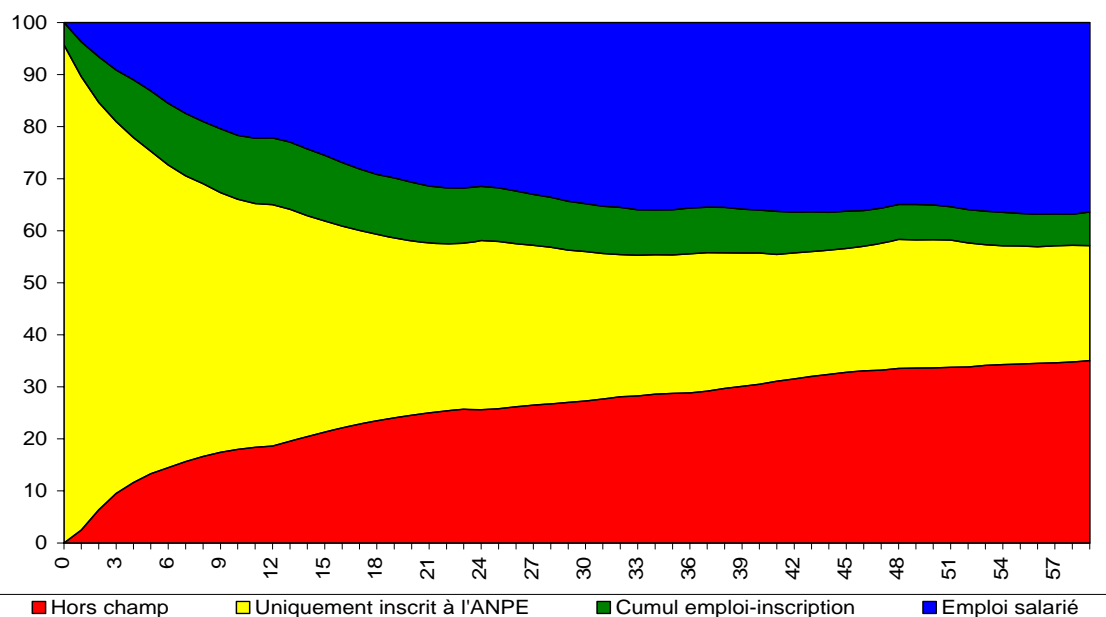
Champ : Demandeurs d'emploi de 15 à 24 ans en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides. Source : FH-DADS, 1999-2004

Graphique D2 : Ecoulement de la cohorte de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 1999 et âgés de 25 à 34 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1999



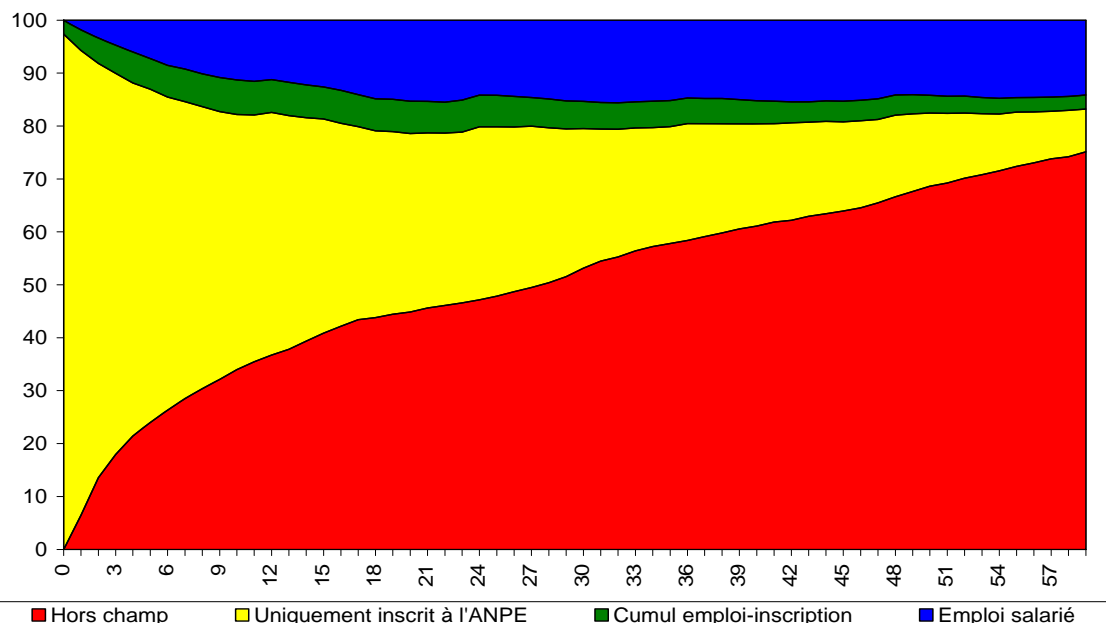
Lecture : idem que graphique précédent. Champ : Demandeurs d'emploi de 25 à 34 ans en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides. Source : FH-DADS, 1999-2004

Graphique D3 : Ecoulement de la cohorte de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 1999 et âgés de 35 à 49 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1999



Lecture : idem que graphique précédent. Champ : Demandeurs d'emploi de 35 à 49 ans en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides. Source : FH-DADS, 1999-2004

Graphique D4 : Ecoulement de la cohorte de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 1999 et âgés de 50 à 64 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1999



Lecture : idem que graphique précédent. Champ : Demandeurs d'emploi de 50 à 64 ans en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides. Source : FH-DADS, 1999-2004

## Annexe E : Matrices de transition entre inscription à l'ANPE, cumul emploi-inscription, emploi et « hors champ », avec une périodicité de 6 mois

Tableau E1 : Matrice de transition entre le premier mois et le 7<sup>ième</sup> mois.

Etat lors du 1 <sup>er</sup> mois d'inscription	Etat lors du 7 <sup>ième</sup> mois après l'inscription				Total
	Dans aucun des fichiers	Uniquement dans le FH	Dans les 2 fichiers	Uniquement dans les DADS	
Hors champ	NA	NA	NA	NA	NA
Uniquement inscrit à l'ANPE	18	51	11	20	100
En cumul emploi-inscription	6	15	31	48	100
En emploi salarié	NA	NA	NA	NA	NA
Total	18	48	12	22	100

Lecture : 20 % des demandeurs d'emploi uniquement inscrits à l'ANPE le 1<sup>er</sup> mois sont en emploi DADS au 7<sup>ième</sup> mois sans être encore inscrit à l'ANPE. La première et la dernière ligne ne sont pas disponibles, puisqu'au premier mois tout individu de la cohorte est forcément présent à l'ANPE. Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides; Source : FH-DADS, 1999-2004.

Tableau E2 : Matrice de transition entre le 7<sup>ième</sup> mois et le 13<sup>ième</sup> mois

Etat lors du 7 <sup>ième</sup> mois après l'inscription	Etat lors du 13 <sup>ième</sup> mois après l'inscription				Total
	Dans aucun des fichiers	Uniquement dans le FH	Dans les 2 fichiers	Uniquement dans les DADS	
Hors champ	67	16	3	14	100
Uniquement inscrit à l'ANPE	16	60	11	13	100
En cumul emploi-inscription	5	19	41	35	100
En emploi salarié	7	12	7	75	100
Total	22	37	12	29	100

Tableau E3 : Matrice de transition entre le 13<sup>ième</sup> mois et le 19<sup>ième</sup> mois

Etat lors du 13 <sup>ième</sup> mois après l'inscription	Etat lors du 19 <sup>ième</sup> mois après l'inscription				Total
	Dans aucun des fichiers	Uniquement dans le FH	Dans les 2 fichiers	Uniquement dans les DADS	
Hors champ	76	11	2	11	100
Uniquement inscrit à l'ANPE	18	58	10	14	100
En cumul emploi-inscription	5	17	42	36	100
En emploi salarié	7	7	5	81	100
Total	26	28	11	35	100

Tableau E4 : Matrice de transition entre le 19<sup>ième</sup> mois et le 25<sup>ième</sup> mois

Etat lors du 19 <sup>ième</sup> mois après l'inscription	Etat lors du 25 <sup>ième</sup> mois après l'inscription				Total
	Dans aucun des fichiers	Uniquement dans le FH	Dans les 2 fichiers	Uniquement dans les DADS	
Hors champ	79	11	1	9	100
Uniquement inscrit à l'ANPE	16	64	9	11	100
En cumul emploi-inscription	4	20	45	31	100
En emploi salarié	6	8	5	81	100
Total	27	26	9	38	100

Tableau E5 : Matrice de transition entre le 25<sup>ème</sup> mois et le 31<sup>ème</sup> mois

Etat lors du 25 <sup>ème</sup> mois après l'inscription	Etat lors du 31 <sup>ème</sup> mois après l'inscription				Total
	Dans aucun des fichiers	Uniquement dans le FH	Dans les 2 fichiers	Uniquement dans les DADS	
Hors champ	78	10	1	11	100
Uniquement inscrit à l'ANPE	16	62	10	12	100
En cumul emploi-inscription	5	22	43	30	100
En emploi salarié	7	7	4	82	100
Total	28	23	9	40	100

Tableau E6 : Matrice de transition entre le 31<sup>ème</sup> mois et le 37<sup>ème</sup> mois

Etat lors du 31 <sup>ème</sup> mois après l'inscription	Etat lors du 37 <sup>ème</sup> mois après l'inscription				Total
	Dans aucun des fichiers	Uniquement dans le FH	Dans les 2 fichiers	Uniquement dans les DADS	
Hors champ	80	10	1	9	100
Uniquement inscrit à l'ANPE	17	61	11	11	100
En cumul emploi-inscription	4	23	45	28	100
En emploi salarié	5	8	4	83	100
Total	29	22	8	41	100



## Annexe F : Retour et maintien dans l'emploi au cours des 3 premières années suivant l'inscription à l'ANPE

Tableau F1 : Retour et maintien dans l'emploi des demandeurs d'emploi âgés de 15 à 24 ans

En %	Transitions entre la situation un mois donné et la situation 6 mois plus tard					
	1 <sup>er</sup> mois	7 <sup>eme</sup> mois	13 <sup>eme</sup> mois	19 <sup>eme</sup> mois	25 <sup>eme</sup> mois	31 <sup>eme</sup> mois
Part des inscrits à l'ANPE en 1999 encore demandeurs d'emploi au...	100	52	40	32	30	28
Taux de retour à l'emploi salarié parmi eux (6 mois plus tard)	29	12	10	7	6	6
Part des inscrits à l'ANPE en 1999 en emploi salarié au...	0	29	37	44	46	47
Taux de maintien dans l'emploi parmi eux (6 mois plus tard)	/	75	79	81	81	83

Lecture : Par définition, lors du 1<sup>er</sup> mois suivant leur inscription à l'ANPE, 100 % des inscrits sont inscrits à l'ANPE, et 0 % sont en emploi salarié (hors cumul). 29 % des personnes inscrites à l'ANPE en 1999 sont en emploi 6 mois après leur inscription. 12 % des personnes inscrites à l'ANPE lors du 7<sup>eme</sup> mois suivant leur inscription, y compris les personnes en cumul inscription-emploi, sont en emploi (sans cumul) 6 mois plus tard. Parmi les 29 % des personnes en emploi lors du septième mois après leur inscription à l'ANPE, 75 % sont demeurées en emploi (éventuellement chez un autre employeur) 6 mois plus tard.

Champ : Demandeurs d'emploi entre 15 et 24 ans en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ; Source : FH-DADS, 1999-2004.

Tableau F2 : Retour et maintien dans l'emploi des demandeurs d'emploi âgés de 25 à 34 ans

En %	Transitions entre la situation un mois donné et la situation 6 mois plus tard					
	1 <sup>er</sup> mois	7 <sup>eme</sup> mois	13 <sup>eme</sup> mois	19 <sup>eme</sup> mois	25 <sup>eme</sup> mois	31 <sup>eme</sup> mois
Part des inscrits à l'ANPE en 1999 encore demandeurs d'emploi au...	100	64	51	40	36	31
Taux de retour à l'emploi salarié parmi eux (6 mois plus tard)	21	11	10	7	6	5
Part des inscrits à l'ANPE en 1999 en emploi salarié au...	0	21	29	36	38	41
Taux de maintien dans l'emploi parmi eux (6 mois plus tard)	/	75	82	82	83	83

Lecture : idem au tableau précédent.

Champ : Demandeurs d'emploi entre 25 et 34 ans en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ; Source : FH-DADS, 1999-2004.

Tableau F3 : Retour et maintien dans l'emploi des demandeurs d'emploi âgés de 35 à 49 ans

En %	Transitions entre la situation un mois donné et la situation 6 mois plus tard					
	1 <sup>er</sup> mois	7 <sup>eme</sup> mois	13 <sup>eme</sup> mois	19 <sup>eme</sup> mois	25 <sup>eme</sup> mois	31 <sup>eme</sup> mois
Part des inscrits à l'ANPE en 1999 encore demandeurs d'emploi au...	100	70	59	47	43	37
Taux de retour à l'emploi salarié parmi eux (6 mois plus tard)	16	9	9	6	6	5
Part des inscrits à l'ANPE en 1999 en emploi salarié au...	0	16	22	29	32	35
Taux de maintien dans l'emploi parmi eux (6 mois plus tard)	/	72	82	81	83	83

Lecture : idem au tableau précédent.

Champ : Demandeurs d'emploi entre 35 et 49 ans en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ; Source : FH-DADS, 1999-2004.

Tableau F4 : Retour et maintien dans l'emploi des demandeurs d'emploi âgés de 50 à 64 ans

En %	Transitions entre la situation un mois donné et la situation 6 mois plus tard					
	1 <sup>er</sup> mois	7 <sup>eme</sup> mois	13 <sup>eme</sup> mois	19 <sup>eme</sup> mois	25 <sup>eme</sup> mois	31 <sup>eme</sup> mois
Part des inscrits à l'ANPE en 1999 encore demandeurs d'emploi au...	100	65	52	41	39	30
Taux de retour à l'emploi salarié parmi eux (6 mois plus tard)	9	4	5	2	3	2
Part des inscrits à l'ANPE en 1999 en emploi salarié au...	0	9	11	15	14	16
Taux de maintien dans l'emploi parmi eux (6 mois plus tard)	/	67	81	75	80	78

Lecture : idem au tableau précédent.

Champ : Demandeurs d'emploi entre 50 et 64 ans en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ; Source : FH-DADS, 1999-2004.

## Annexe G : Insertion professionnelle des demandeurs d'emploi trois années après leur inscription à l'ANPE, en fonction de leurs caractéristiques socio-démographiques

Tableau G1 : Répartition de l'état final selon le genre.

Etat final (après 3 ans)	Homme	Femme
Hors champ	26,9	31,7
Uniquement inscrit à l'ANPE	20,6	23,8
En cumul emploi-inscription	7,9	8,5
En emploi salarié (non durablement)*	20,2	16,0
En emploi salarié (durablement) *	24,4	20,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

\* La personne est en emploi non durablement si elle est en emploi 3 ans après l'inscription, mais sans emploi (dans le champ DADS) pendant au moins un mois lors des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> année suivant son inscription. Dans le cas contraire, elle est considérée comme durablement en emploi

Tableau G2 : Répartition de l'état final selon l'âge.

Etat final (après 3 ans)	entre 15 et 24 ans	entre 25 et 34 ans	entre 35 et 49 ans	plus de 50 ans
Hors champ	23,8	28,3	28,8	58,4
Uniquement inscrit à l'ANPE	19,9	22,0	26,7	22,1
En cumul emploi-inscription	8,7	8,1	8,8	4,8
En emploi salarié (non durablement)*	22,6	17,8	14,7	7,2
En emploi salarié (durablement)*	25,0	23,8	21,0	7,5
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

\* La personne est en emploi non durablement si elle est en emploi 3 ans après l'inscription, mais sans emploi (dans le champ DADS) pendant au moins un mois lors des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> année suivant son inscription. Dans le cas contraire, elle est considérée comme durablement en emploi

Tableau G3 : Répartition de l'état final selon l'indemnisation.

Etat final (après 3 ans)	Non indemnisé	Indemnisé
Hors champ	30,9	26,1
Uniquement inscrit à l'ANPE	22,7	21,3
En cumul emploi-inscription	7,9	8,8
En emploi salarié (non durablement)*	17,8	18,6
En emploi salarié (durablement)*	20,7	25,2
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

\* La personne est en emploi non durablement si elle est en emploi 3 ans après l'inscription, mais sans emploi (dans le champ DADS) pendant au moins un mois lors des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> année suivant son inscription. Dans le cas contraire, elle est considérée comme durablement en emploi

Tableau G4 : Répartition de l'état final selon le niveau d'éducation.

Etat final (après 3 ans)	I Etudes supérieures (2nd cycle et plus)	II Etudes supérieures (1er cycle)	III Baccalauréat	IV BEP-CAP	V BEPC	VI Etude primaires
Hors champ	30,0	23,0	25,0	27,0	35,1	40,6
Uniquement inscrit à l'ANPE	17,6	16,2	20,6	23,3	27,3	29,2
En cumul emploi-inscription	6,2	6,7	8,8	9,5	7,8	7,6
En emploi salarié (non durablement)*	16,6	19,7	19,7	19,5	16,5	11,8
En emploi salarié (durablement)*	29,6	34,4	25,9	20,7	13,3	10,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

\* La personne est en emploi non durablement si elle est en emploi 3 ans après l'inscription, mais sans emploi (dans le champ DADS) pendant au moins un mois lors des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> année suivant son inscription. Dans le cas contraire, elle est considérée comme durablement en emploi

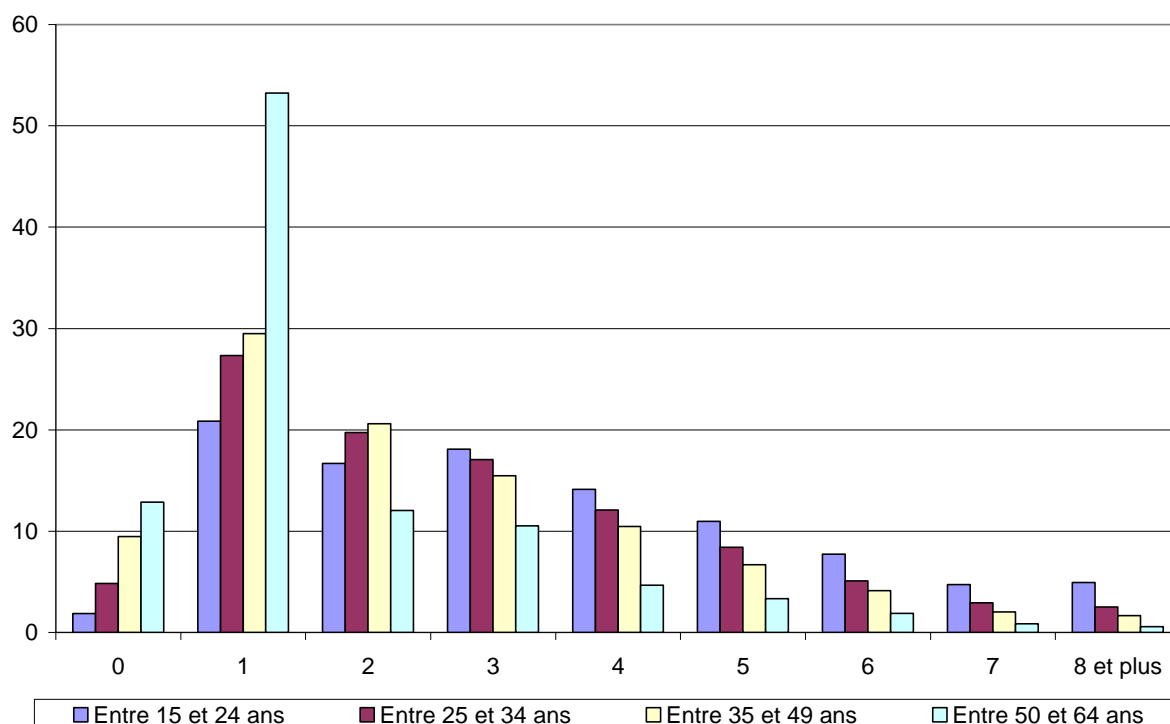
Tableau G5 : Répartition de l'état final selon la qualification.

Etat final (après 3 ans)	Ouvriers et employés non qualifiés	Ouvriers et employés qualifiés	Profession Intermédiaire	Cadres	Non disponible
Hors champ	32,1	28,7	26,0	33,5	25,9
Uniquement inscrit à l'ANPE	26,5	21,0	15,1	17,1	25,7
En cumul emploi-inscription	8,6	8,0	6,0	4,7	11,3
En emploi salarié (non durablement)*	17,0	18,7	18,9	15,9	18,4
En emploi salarié (durablement)*	15,8	23,6	34,0	28,8	18,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

\* La personne est en emploi non durablement si elle est en emploi 3 ans après l'inscription, mais sans emploi (dans le champ DADS) pendant au moins un mois lors des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> année suivant son inscription. Dans le cas contraire, elle est considérée comme durablement en emploi

## Annexe H : Nombre de transitions des demandeurs d'emploi pendant les 3 premières années

Graphique H1 : Nombre de transitions des demandeurs d'emploi pendant les 3 premières années suivant leur inscription selon leur âge



Lecture : 10 % des demandeurs d'emploi âgés de 35 à 49 ans n'ont connu aucune transition pendant les trois premières années suivant leur inscription à l'ANPE (elles sont restées inscrites à l'ANPE). Une transition correspond au passage de l'un à l'autre des quatre états suivants : en emploi dans les DADS et non inscrit à l'ANPE, en emploi dans les DADS et inscrit à l'ANPE, uniquement inscrit à l'ANPE et « hors champ » (absent du FH et des DADS).

Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides ;  
Source : FH-DADS, 1999-2004

## Annexe I : Liste des trajectoires professionnelles les plus fréquentes pendant les trois années suivant l'inscription des demandeurs d'emploi à l'ANPE en 1999

Liste des trajectoires professionnelles les plus fréquentes pendant les trois années suivant l'inscription des demandeurs d'emploi à l'ANPE en 1999 – Ensemble de la population

Trajectoires	Part	Part cumulée	Description
<b>10</b>	<b>15,0</b>	<b>15,0</b>	<b>Inscription – Hors champ</b>
<b>13</b>	<b>9,2</b>	<b>24,2</b>	<b>Inscription - Emploi</b>
<b>123</b>	<b>6,0</b>	<b>30,2</b>	<b>Inscription - Cumul - Emploi</b>
<b>1</b>	<b>5,0</b>	<b>35,2</b>	<b>Inscription</b>
<b>103</b>	<b>3,6</b>	<b>38,8</b>	<b>Inscription – Hors champ - Emploi</b>
<b>101</b>	<b>3,0</b>	<b>41,8</b>	<b>Inscription – Hors champ - Inscription</b>
<b>1010</b>	<b>3,1</b>	<b>44,9</b>	<b>Inscription – Hors champ - Inscription – Hors Champ</b>
<b>130</b>	<b>1,5</b>	<b>46,4</b>	<b>Inscription - Emploi – Hors Champ</b>
<b>121</b>	<b>1,4</b>	<b>47,8</b>	<b>Inscription - Cumul - Inscription</b>
<b>12</b>	<b>1,4</b>	<b>49,2</b>	<b>Inscription - Cumul</b>
<b>23</b>	<b>1,4</b>	<b>50,6</b>	<b>Cumul - Emploi</b>
<b>131</b>	<b>1,2</b>	<b>51,8</b>	<b>Inscription - Emploi - Inscription</b>
12123	1,2	53,0	...
1313	1,2	54,2	
1323	1,1	55,3	
1213	1,1	56,4	
1303	1,0	57,4	
1013	0,9	58,3	
1030	0,9	59,2	
1210	0,9	60,1	
10101	0,8	60,9	
1230	0,8	61,7	
12323	0,8	62,5	
1212	0,7	63,2	
1231	0,7	63,9	
101010	0,6	64,5	
1310	0,6	65,1	
12121	0,5	65,6	
13123	0,5	66,1	
12303	0,4	66,5	
<b>Autres trajectoires</b>	<b>33,5</b>	<b>100,0</b>	

Lecture : les trajectoires des demandeurs d'emploi sont analysées en fonction de la succession des différents états et sont codées selon une succession de chiffres de la manière suivante : 0 - absent des deux fichiers ; 1 - uniquement inscrit à l'ANPE ; 2 - cumul de l'inscription à l'ANPE et d'un emploi dans les DADS ; 3 - uniquement en emploi dans les DADS. Ainsi, la trajectoire la plus fréquente, « 10 » (deuxième ligne en partant du haut) correspond à des personnes qui ont été d'abord uniquement inscrites à l'ANPE puis qui ont disparu des deux fichiers FH et DADS. Cette catégorie, qui représente 15 % des trajectoires des demandeurs d'emploi, regroupe des trajectoires potentiellement différentes, puisque certains ont pu disparaître des fichiers dès le premier mois après leur inscription tandis que d'autres ont pu rester inscrits à l'ANPE pendant 35 mois avant de disparaître des fichiers lors du 36<sup>ème</sup> mois. Les périodes « hors champ » sont significatives au sens où elles durent plus de 2 mois.

Champ : Demandeurs d'emploi en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides, absents des deux fichiers 37 mois après leur inscription ; Source : FH-DADS, 1999-2004.

Liste des trajectoires professionnelles les plus fréquentes pendant les trois années suivant l'inscription des demandeurs d'emploi à l'ANPE en 1999 - Classe d'âge 15-24 ans

Trajectoires	Part	Part cumulée	Description
<b>13</b>	<b>9,9</b>	<b>9,9</b>	<b>Inscription - Emploi</b>
<b>10</b>	<b>8,1</b>	<b>18,0</b>	<b>Inscription - Hors champ</b>
<b>123</b>	<b>5,7</b>	<b>23,7</b>	<b>Inscription - Cumul - Emploi</b>
<b>103</b>	<b>3,7</b>	<b>27,4</b>	<b>Inscription - Hors champ - Emploi</b>
1010	3,1	30,5	...
101	2,5	33,0	
1	1,6	34,6	
23	1,6	36,2	
1323	1,6	37,8	
1313	1,5	39,3	
130	1,5	40,8	
1303	1,3	42,1	
131	1,2	43,3	
1213	1,1	44,4	
1013	1,2	45,6	
12123	1,1	46,7	
10101	1,1	47,8	
1030	0,9	48,7	
12323	0,9	49,6	
121	0,8	50,4	
101010	0,8	51,2	
12	0,7	51,9	
1210	0,6	52,5	
1230	0,6	53,1	
13123	0,6	53,7	
1231	0,6	54,3	
10123	0,6	54,9	
1310	0,6	55,5	
1212	0,5	56,0	
10103	0,6	56,6	
Autre trajectoires	43,4	100,0	

Lecture : idem au précédent

Champ : Demandeurs d'emploi de 15 à 24 ans en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides, absents des deux fichiers 37 mois après leur inscription ; Source : FH-DADS, 1999-2004.

Liste des trajectoires professionnelles les plus fréquentes pendant les trois années suivant l'inscription des demandeurs d'emploi à l'ANPE en 1999 - Classe d'âge 25-34 ans

Trajectoires	Part	Part cumulée	Description
<b>10</b>	<b>13,8</b>	<b>13,8</b>	<b>Inscription - Hors champ</b>
<b>13</b>	<b>10,2</b>	<b>24,0</b>	<b>Inscription - Emploi</b>
<b>123</b>	<b>6,7</b>	<b>30,7</b>	<b>Inscription - Cumul - Emploi</b>
<b>1</b>	<b>4,4</b>	<b>35,1</b>	<b>Inscription</b>
103	3,8	38,9	...
101	3,5	42,4	
1010	3,2	45,6	
130	1,6	47,2	
121	1,5	48,7	
23	1,5	50,2	
131	1,4	51,6	
12	1,3	52,9	
12123	1,4	54,3	
1213	1,2	55,5	
1313	1,1	56,6	
1323	1,0	57,6	
1230	1,1	58,7	
1013	0,9	59,6	
1210	1,0	60,6	
1303	0,9	61,5	
12323	0,8	62,3	
1030	0,8	63,1	
10101	0,8	63,9	
1231	0,8	64,7	
1310	0,7	65,4	
1212	0,7	66,1	
101010	0,6	66,7	
12121	0,5	67,2	
12303	0,6	67,8	
13123	0,5	68,3	
Autre trajectoires	31,7	100,0	

Lecture : idem au précédent

Champ : Demandeurs d'emploi de 25 à 34 ans en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides, absents des deux fichiers 37 mois après leur inscription ; Source : FH-DADS, 1999-2004.



Liste des trajectoires professionnelles les plus fréquentes pendant les trois années suivant l'inscription des demandeurs d'emploi à l'ANPE en 1999 - Classe d'âge 35-49 ans

Trajectoires	Part	Part cumulée	Description
<b>10</b>	<b>16,5</b>	<b>16,5</b>	<b>Inscription - Hors champ</b>
<b>13</b>	<b>8,9</b>	<b>25,4</b>	<b>Inscription - Emploi</b>
<b>1</b>	<b>8,8</b>	<b>34,2</b>	<b>Inscription</b>
<b>123</b>	<b>6,8</b>	<b>41,0</b>	<b>Inscription - Cumul - Emploi</b>
101	3,9	44,9	...
103	3,7	48,6	
1010	2,8	51,4	
12	2,4	53,8	
121	2,3	56,1	
131	1,4	57,5	
130	1,3	58,8	
12123	1,4	60,2	
23	1,2	61,4	
1212	1,1	62,5	
1213	1,1	63,6	
1210	1,0	64,6	
1230	1,0	65,6	
1313	0,9	66,5	
1323	0,8	67,3	
1030	0,8	68,1	
1303	0,8	68,9	
1231	0,8	69,7	
10101	0,7	70,4	
1013	0,7	71,1	
12121	0,6	71,7	
12323	0,6	72,3	
101010	0,6	72,9	
1310	0,5	73,4	
12303	0,5	73,9	
1012	0,4	74,3	
Autre trajectoires	25,7	100,0	

Lecture : idem au précédent

Champ : Demandeurs d'emploi de 35 à 49 ans en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides, absents des deux fichiers 37 mois après leur inscription ; Source : FH-DADS, 1999-2004.

Liste des trajectoires professionnelles les plus fréquentes pendant les trois années suivant l'inscription des demandeurs d'emploi à l'ANPE en 1999 - Classe d'âge 50-64 ans

Trajectoires	Part	Part cumulée	Description
<b>10</b>	<b>46,1</b>	<b>46,1</b>	<b>Inscription - Hors champ</b>
<b>1</b>	<b>12,1</b>	<b>58,2</b>	<b>Inscription</b>
<b>13</b>	<b>4,2</b>	<b>62,4</b>	<b>Inscription - Emploi</b>
<b>1010</b>	<b>2,9</b>	<b>65,3</b>	<b>Inscription - Hors champ - Inscription - Hors champ</b>
<b>123</b>	<b>2,6</b>	<b>67,9</b>	<b>Inscription - Cumul - Emploi</b>
101	2,4	70,3	...
103	2,2	72,5	
12	2,0	74,5	
121	1,6	76,1	
130	1,3	77,4	
1030	1,3	78,7	
1210	1,2	79,9	
131	0,8	80,7	
1212	0,8	81,5	
1230	0,7	82,2	
23	0,6	82,8	
1310	0,5	83,3	
12121	0,5	83,8	
1231	0,5	84,3	
1213	0,4	84,7	
1303	0,4	85,1	
12123	0,4	85,5	
10101	0,4	85,9	
230	0,3	86,2	
1031	0,3	86,5	
210	0,3	86,8	
1313	0,2	87,0	
1323	0,3	87,3	
101010	0,2	87,5	
1010101	0,3	87,8	
Autre trajectoires	12,2	100,0	

Lecture : idem au précédent

Champ : Demandeurs d'emploi de 50 à 64 ans en 1999 inscrits à l'ANPE en catégories A, B, C, hors réinscriptions rapides, absents des deux fichiers 37 mois après leur inscription ; Source : FH-DADS, 1999-2004.

- N° 1 *La négociation salariale de branche entre 1985 et 1993*, par Olivier BARRAT (DARES), septembre 1994.
- N° 2 *Créations et suppressions d'emplois en France. Une étude sur la période 1984-1992*, par S. LAGARDE (INSEE), E. MAURIN (DARES), C. TORELLI (INSEE), octobre 1994.
- N° 3 *L'impact du coût sur la substitution capital-travail*, par Ferhat MIHOUBI (DARES), novembre 1994.
- N° 4 *Éducation, expérience et salaire. Tendances et évolutions de long terme*, par D. GOUX (INSEE) et Eric MAURIN (DARES), novembre 1994.
- N° 5 *Origine sociale et destinée scolaire. L'inégalité des chances devant l'enseignement à travers les enquêtes FQP 1970, 1977, 1985 et 1993*, par D. GOUX (INSEE) et Eric MAURIN (DARES), décembre 1994.
- N° 6 *Perception et vécu des professions en relation avec la clientèle*, par Sabine GUYOT et Valérie PEZET (Institut pour l'amélioration des conditions de travail), déc. 1994.
- N° 7 *Collectifs, conflits et coopération dans l'entreprise*, par Thomas COUTROT (DARES), février 1995.
- N° 8 *Comparaison entre les établissements des PME des grandes entreprises à partir de l'enquête RÉPONSE*, par Anna MALAN (DARES) et Patrick ZOUARY (ISMA), septembre 1996.
- N° 9 *Le passage à une assiette valeur ajoutée pour les cotisations sociales : une approche sur données d'entreprises*, par Gilbert CETTE et Élisabeth KREMP (Banque de France), novembre 1996.
- N° 10 *Les rythmes de travail*, par Michel CÉZARD et Lydie VINK (DARES), décembre 1996.
- N° 11 *Le programme d'entretien auprès des 900 000 chômeurs de longue durée - Bilan d'évaluation*, par Marie RUAULT et René-Paul ARLANDIS (DARES), mars 1997.
- N° 12 *Créations et suppressions d'emplois et flux de main-d'oeuvre dans les établissements de 50 salariés et plus*, par Marianne CHAMBAIN et Ferhat MIHOUBI (DARES), avril 1997.
- N° 13 *Quel est l'impact du commerce extérieur sur la productivité et l'emploi ? Une analyse comparée des cas de la France, de l'Allemagne et des États-Unis*, par Olivier CORTES et Sébastien JEAN (CEPII), mai 1997.
- N° 14 *Bilan statistique de la formation professionnelle en 1995-1996* - DARES, mai 1997.
- N° 15 *Les bas salaires en France 1983-1997*, par Pierre CONCIALDI (IRES) et Sophie PONTHEUX (DARES), octobre 1997.
- N° 16 *Les jeunes en difficulté à travers le réseau des missions locales et des PAIO entre 1994 et 1996 - Résultats du panel TERSUD de 1997*, DARES et DIJ, janvier 1998.
- N° 17 *L'impact macro-économique d'une politique de RTT : l'approche par les modèles macro-économiques*, DARES (Mission analyse économique), SEMEF-BDF, OFCE, janvier 1998.
- N° 18 *L'opinion des Français face au chômage dans les années 80-90*, par Jacques CAPDEVIELLE et Arlette FAUGERES (CEVIPOF), janv. 1998.
- N° 19 *Intéressement et salaires : Complémentarité ou substitution ?* par Sylvie MABILE, DARES, mars 1998.
- N° 20 *L'impact économique de l'immigration sur les pays et régions d'accueil : modèles et méthodes d'analyse*, par Hubert JAYET, Université des sciences et technologies de Lille I, avril 1998.
- N° 21 *Analyse structurelle des processus de création et de suppression d'emplois*, par Frédéric KARAMÉ et Ferhat MIHOUBI, DARES, juin 1998.
- N° 22 *Quelles place pour les femmes dans les dispositifs de la politique de l'emploi entre 1992 et 1996 ?*, par Franck PIOT, DARES, août 1998.
- N° 23 *Deux années d'application du dispositif d'incitation à la réduction collective du temps de travail*, par Lionel DOISNEAU, DARES, sept. 1998.
- N° 24 *Le programme « Nouveaux services-Emplois jeunes », d'octobre 1997 à octobre 1998*, par Françoise BOUYGARD, Marie-Christine COMBES, Didier GÉLOT, Carole KISSOUN, DARES, novembre 1998.
- N° 25 *Une croissance plus riche en emplois depuis le début de la décennie ? Une analyse en comparaison internationale*, par Sandrine DUCHÊNE et Alain JACQUOT, DARES et INSEE, mars 1999.
- N° 26 *Stratégies concurrentielles et comportements d'emploi dans les PME - Un état de la littérature*, par Philippe TROUVÉ, avril 1999.
- N° 27 *Effets sur les trajectoires des chômeurs d'un passage dans deux dispositifs de politique d'emploi (CES-SIFE), Rapport final pour la convention du 15/06/98 (n° 98020) passée entre le Gréquam et la Dares*, Christelle BARAILLER, mai 1999.
- N° 28 *Les inégalités salariales entre hommes et femmes dans les années 90*, par Dominique MEURS et Sophie PONTHEUX, ERMES- Paris II et DARES, juin 1999.
- N° 29 *Les allocataires du RMI et l'emploi*, par Dominique ARNOUT (Rapport de stage), juin 1999.
- N° 30 *Les stratégies des entreprises face à la réduction du temps de travail*, par Anne-Lise AUCOUTURIER, Thomas COUTROT (DARES) et Étienne DEBAUCHE (Université Paris X-Nanterre), septembre 1999.
- N° 31 *Le mandatement dans le cadre de la loi du 13 juin 1998*, par Christian DUFOUR, Adelheid HEGE, Catherine VINCENT et Mouna VIPREY (IRES), octobre 1999.
- N° 32 *L'effort financier des collectivités locales dans la lutte contre le chômage et pour l'aide à l'emploi*, par Jacques ABEN, Paul ALLIES, Mohammad-Saïd DARVICHE, Mohammed DJOULDEM, Muriel FROEHLICH, Luis DE LA TORRE, octobre 1999.
- N° 33 *La dynamique asymétrique des flux de création et de suppression d'emplois : une analyse pour la France et les États-Unis*, par Frédéric KARAMÉ (DARES), nov. 1999.
- N° 34 *Évaluation d'une mesure de politique pour l'emploi : la convention de conversion*, par Marc WEIBEL (rapport de stage), janvier 2000.
- N° 35 *Premières évaluations quantitatives des réductions collectives du temps de travail*, par Murielle FIOLE, Vladimir PASSERON et Muriel ROGER, janvier 2000.
- N° 36 *La durée annuelle et l'aménagement du temps de travail en 1994*, par Annie DELORT et Valérie LE CORRE, février 2000.
- N° 37 *Analyse des premiers accords conventionnés de passage à 35 heures - Étude monographique de 12 accords*, par Pierre BOISARD et Jérôme PELISSE, février 2000.
- N° 38 *Syndrome, miracle, modèle polder et autres spécificités néerlandaises : quels enseignements pour l'emploi en France ?*, par Sébastien JEAN (CEPII), août 2000.
- N° 39 *La mise en œuvre de la formation dans les contrats de qualification - Rapport final*, par Marie-Christine COMBES (GPI-MIS), octobre 2000.
- N° 40 *L'impact du développement des services sur les formes du travail et de l'emploi - Rapport final pour la Dares* -, par Christian du TERTRE et Pascal UGHETTO (IRIS-Université Paris-IX-Dauphine), novembre 2000.
- N° 41 *Le suivi du plan social par l'employeur au service de l'amélioration du processus décisionnel : l'apport de trois études de cas*, par Christophe CORNOLT, Yves MOULIN et Géraldine SCHMIDT (Université Nancy II), février 2001.
- N° 42 *L'impact des marchés financiers sur la gestion des ressources humaines : une enquête exportatrice auprès des grandes entreprises françaises*, par Sabine MONTAGNE et Catherine SAUVIAT (IRES), mars 2001.
- N° 43 *L'impact du traitement des activités occasionnelles sur les dynamiques d'emploi et de chômage (Convention d'étude Dares-Ires)*, par Hervé HUYGHUES DESPOINTES, Florence LEFRESNE et Carole TUCHSZIRER, mars 2001.
- N° 44 *L'adaptation des marchés du travail à l'évolution des systèmes de retraite*, par Antoine BOMMIER, Thierry MAGNAC et Muriel ROGER, avril 2001.
- N° 45 *Étude de la démographie des organismes de formation continue*, par Isabelle BAUDEQUIN, Annie CHANUT, Alexandre MELIVA (DARES et CEREQ), juin 2001.
- N° 46 *L'évolution des sorties d'emploi vers la retraite et la préretraite. Une approche par métiers*, par Agnès TOPIOL (DARES), juillet 2001.
- N° 47 *Prospective des métiers à l'horizon 2010 : une approche par familles d'activité professionnelles*, par Agnès TOPIOL (DARES), juin 2001.
- N° 48 *L'évolution des sorties d'emploi vers la retraite et la préretraite*, juillet 2001.
- N° 49 *L'information statistique sur la participation des entreprises à la formation continue : état des lieux et évolutions possibles*, août 2001.
- N° 50 *Base de données des comptes sociaux des entreprises commerciales (fichiers DIANE). Panel DIANE/UNEDIC, période 1991-1999*, par Anne SAINT-MARTIN (DARES), janvier 2002.
- N° 51 *Dynamique des métiers et usage de l'informatique : une approche descriptive*, par Thomas COUTROT (DARES) et Jennifer SIROTEAU, février 2002.
- N° 52 *Licenciements et marchés financiers : les illégitimités de la convention financière*, par Tristan BOYER (FORUM), avril 2002.
- N° 53 *Mécanisme du plan de licenciement : déconstruction d'argumentaires économiques de projets de licenciements*, par Tristan BOYER (FORUM), avril 2002.
- N° 54 *À la recherche du temps gagné : des salariés face aux 35 heures*, par Jérôme PELISSE (CEE), mai 2002.
- N° 55 *La réduction du temps de travail en Lorraine : enjeux, négociations et pratiques des entreprises*, par Lionel JACQUOT (LASTES) et Nora SETTI (GREE), avril 2002.
- N° 56 *Principaux résultats de l'enquête RTT et modes de vie*, par Marc-Antoine ESTRADE et Dominique MEDA (DARES), mai 2002.
- N° 57 *Enquête passages : projets, attitudes, stratégies et accords liés à la généralisation des 35 heures - Guide méthodologique et analyse préliminaires*, par Mathieu BUNEL, juillet 2002.
- N° 58 *Cohésion sociale, emploi et compétitivité : éléments pour un débat*, par Rachel BEAUJOLIN-BELLET, Marc-Antoine ESTRADE, Jean-Yves KERBOUC'H, Tristan KLEIN, Frédéric LERAI, Dominique MEDA, Anne SAINT-MARTIN, Frédéric TRIMOUILLE (DARES), août 2002.
- N° 59 *La politique de l'emploi au prisme des territoires*, par Thierry BERTHET, Philippe CUNTIGH (CERVL-CEREQ) et Christophe GUITTON (DARES), septembre 2002.
- N° 60 *Comparaison internationales de durée et de productivité*, par Odile CHAGNY et Mireille BRUYERE (Observatoire Français des Conjonctures Économiques), sept. 2002.
- N° 61 *L'effet des 35 heures sur la durée du travail des salariés à temps partiel*, par Aline OLIVEIRA (ENSAE) et Valérie ULRICH (DARES), sept. 2002.
- N° 62 *Les effets du dispositif d'intéressement sur l'insertion au marché du travail des bénéficiaires de l'allocation chômage*, par Nadia ALIBAY et Arnaud LEFRANC (Université de Cergy-Pontoise), octobre 2002.
- N° 63 *Normes d'emploi et marché du travail dans les métiers liés aux technologies de l'information*, par Yannick FONDEUR et Catherine SAUVIAT (DARES), nov. 2002.
- N° 64 *Enquête « RÉPONSE » 1998 - Questionnaire « Représentants du personnel » - De la participation au conflit*, par Daniel FURJOT (DARES), déc. 2002.
- N° 65 *Développement et dialogue social - Les TPE face aux 35 heures*, par Pascal CHARPENTIER (CNAM) et Benoît LEPLEY (GIP-MIS), janvier 2003.
- N° 66 *La mobilité professionnelle et salariale des salariés âgés analysée à travers les DADS*, par Frédéric LAINÉ, mars 2003.
- N° 67 *Un indicateur régional d'évolution mensuelle d'emploi dans les établissements de 50 salariés ou plus*, par Magda TOMASINI, avril 2003.
- N° 68 *La réorganisation du travail et son impact sur les performances des entreprises industrielles : une analyse sur données françaises 1995-1999*, par Véronique JANOD et Anne Saint-Martin, avril 2003.
- N° 69 *Discrimination et emploi : revue de la littérature*, par Hélène GARNER-MOYER, mai 2003.
- N° 70 *Impact du traitement des activités occasionnelles sur les dynamiques d'emploi et de chômage - 2ème partie Espagne - Italie*, par Florence LEFRESNE (IRES) et Carole TUCHSZIRER (IRES), mai 2003.
- N° 71 *Souplesse et sécurité de l'emploi : Orientations d'études et de recherches à moyen terme*, coordination par Carole Yerochewski, juin 2003.
- N° 72 *Séries de données sur les mouvements de main-d'oeuvre 1996-2001*, par Lucile Richet-Mastain, juillet 2003.
- N° 73 *35 heures et mise en oeuvre des dispositifs de modulation/annualisation dans les enquêtes REPONSE et PASSAGES*, par Matthieu Bunel, août 2003
- N° 74 *Le licenciement pour motif personnel : une catégorie juridique aux contours flous et difficiles à cerner par les statistiques administratives*, par Maria-Teresa Pignoni et Patrick Zouary (Si2S), octobre 2003
- N° 75 *Plan national d'action pour l'emploi 2003. Annexe statistique. Indicateurs de suivi et d'évaluation*, coordination Christine Charpail et Norbert Holcblat, octobre 2003.
- N° 76 *Les estimations mensuelles d'emploi salarié dans le secteur concurrentiel*, par Raphaël Cancé, octobre 2003.

- N° 77 *Les déterminants du jugement des salariés sur la RTT*, par Gilbert CETTE (CEDERS), Nicolas DROMEL (GREQAM) et Dominique Méda (DARES), novembre 2003.
- N° 78 *Trajectoires passées par un emploi à bas salaire. Une étude à partir du panel européen des ménages*, par Bertrand LHOMMEAU (DARES), novembre 2003.
- N° 79 *Evaluation des statistiques administratives sur les conflits du travail*, par Delphine BROCHARD (MATISSE-CNRS), novembre 2003.
- N° 80 *Les disparités de rémunération entre hommes et femmes : la situation de quatre branches professionnelles*, par Fathi FAKHFAKH (Université Paris II - ERMES), Séverine LEMIERE (Université du Littoral - MATISSE), Marie-Pierre MERLATEAU (Université Paris II - ERMES) et Dominique MEURS (Université Paris II - ERMES), janvier 2004.
- N° 81 *Arbitrage entre flexibilité interne et flexibilité externe : une analyse empirique*, par Matthieu BUNEL (IREGE - Université de Savoie), mai 2004.
- N° 82 *Dossier Age et emploi : synthèse des principales données sur l'emploi des seniors*, coordination Frédéric LERAIS et Pierre MARIONI, mai 2004.
- N° 83 *La contribution des femmes à la performance* : une revue de la littérature, par Sophie LANDRIEUX-KARTOCHIAN (Université Paris I - Panthéon Sorbonne, CERGORS), octobre 2004.
- N° 84 *En 2002, l'insertion des jeunes dans l'emploi se fait plus ou moins lentement selon les pays européens*, par François BRUNET, octobre 2004.
- N° 85 *Etude de qualité sur le questionnement relatif au temps de travail dans les enquêtes Acemo*, par l'ENSAE Junior Etudes, octobre 2004.
- N° 86 *Les processus de mise en oeuvre de l'offre de formation Unédic dans le cadre du PARE* (plan d'aide au retour à l'emploi), par Florence LEFRESNE et Carole TUCHSZI RER (IRES), avec la collaboration statistique de Hervé Huyghues Despointes, octobre 2004.
- N° 87 *Quels effets de la négociation salariale d'entreprise sur l'évolution des salaires entre 1999 et 2001 ?*, par Abdenor BRAHAMI et Catherine DANIEL, novembre 2004.
- N° 88 *Plan national d'action pour l'emploi 2004. Annexe statistique. Indicateurs de suivi et d'évaluation*, coordination Christine Charpail, novembre 2004.
- N° 89 *Les expositions aux risques professionnels par secteur d'activités - Résultats SUMER 2003*, par Dr R. ARNAUDO, Dr I. MAGAUD-CAMUS, Dr N. SANDRET (DRT - Inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre), M.-C. FLOURY, N. GUIGNON, S. HAMON-CHOLET, D. WALTISPERGER (Dares) et E. YILMAZ (stagiaire du DESS «Techniques statistiques et informatiques» Université Panthéon Assas Paris 2), décembre 2004.
- N° 90 *Les pouvoirs du temps. La transformation des régulations dans les organisations du travail après la RTT*, par Michel PEPIN, en collaboration avec Bernard DOERFLINGER, Yves JORAND, Myriame MAUFROY (ESSOR Consultants), janvier 2005.
- N° 91 *Mixité professionnelle et performance des entreprises, le levier de l'égalité*, par Catherine ACHIN, Dominique MEDA, Marie WIERINK, janvier 2005.
- N° 92 *La place du travail dans l'identité*, par Hélène GARNER, Dominique MEDA (Dares), et Claudia SENIK (Delta, Paris IV), janvier 2005.
- N° 93 *Audit de l'enquête sur les mouvements de main-d'oeuvre (EMMO)*, par Heidi WECHTLER, janvier 2005.
- N° 94 *Modalités de passage à 35 heures des TPE*, par Victor DE OLIVEIRA, février 2005.
- N° 95 *Evaluation des politiques d'emploi : la deuxième génération des panels des bénéficiaires*, par Christine CHARPAIL, Tristan KLEI, Serge ZILBERMAN, février 2005.
- N° 96 *Contribution Delalande : quels dispositifs similaires ou alternatifs en Europe du Nord*, par Violaine DELTEIL et Dominique REDOR (GIPMIS), février 2005.
- N° 97 *L'impact des conditions de travail sur la santé : une expérience méthodologique*, par Thomas COUTROT (Dares) et Loup Wolff (Centre d'étude de l'emploi), février 2005.
- N° 97bis *L'impact des conditions de travail sur la santé : une expérience méthodologique. Annexes*, par Thomas COUTROT (Dares) et Loup WOLFF (Centre d'étude de l'emploi), février 2005.
- N° 98 *La mixité professionnelle : les conditions d'un développement durable*, par Meihèle FORTE, Myriam NISS, Marie-Claude REBEUH, Emmanuel TRIBY (BETA, Cereq, Université Louis Pasteur de Strasbourg), février 2005.
- N° 99 *Bilan d'activité 2003 des missions locales et des PAIO*, par Camille BONAÏTI (Dares) et Amaria SEKOURI (DGEFP), avril 2005.
- N° 100 *RTT et organisation du travail : l'incidence des lois Aubry II*, par P. CHARPENTIER (GRIOT-LISE, CNAM-CNRS), H. HUYGHUES DESPOINTES, M. LALLÈMENT (GRIOT-LISE, CNAM-CNRS), F. LEFRESNE (IRES et GRIOT-LISE, CNAM-CNRS), J. LOOS-BARON (BETA/LATTS-CNRS, CNAM-CNRS), N. TURPIN-HYARD (GRIOT-LISE, CNAM-CNRS), mai 2005.
- N° 101 *Éléments de bilan sur les travaux évaluant l'efficacité des allègements de cotisations sociales employeurs*, par Véronique REMY, juillet 2005.
- N° 102 *Les réticences à entrer dans le cadre légal des 35 heures*, par Y. JORAND et J.-M. GELIN (Selarj ESSOR), D. TONNEAU et F. FORT (CGS), B. DOERFLINGER, M. PEPIN et M. MAUFROY (Essor Consultants), juillet 2005.
- N° 103 *Allègements généraux de cotisations sociales et emploi peu qualifié : de l'impact sectoriel à l'effet macro-économique*, par Stéphanie JAMET (Dares lors de la réalisation de l'étude), août 2005.
- N° 104 *La négociation de branche sur la formation professionnelle : les apports de la négociation de branche suite à la réforme de la formation professionnelle tout au long de la vie*, par Caroline RIVIER et Carine SEILER, sous la direction de Jean-Marie LUTTRINGER (Circé), septembre 2005.
- N° 105 *Après un contrat aidé : les conditions de vie s'améliorent*, par Emmanuel BERGER et Tristan KLEIN, septembre 2005.
- N° 106 *Difficultés d'emploi, santé et insertion sociale*, par François BRUN, Colette LEYMARIE, Emma MBIA, Patrick NIVOLLE (Centre d'études de l'emploi), collaboration extérieure : Marie MARIN, octobre 2005.
- N° 107 *La sécurisation des trajectoires professionnelles*, par Dominique MEDA et Bertrand MINAULT, octobre 2005.
- N° 108 *Le licenciement des salariés protégés. Processus et enjeux*, par Mario CORREIA (Institut du travail d'Aix-en-Provence, LEST) et Nicole MAGGI-GERMAIN (Institut des sciences sociales du travail, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, DCS), février 2006.
- N° 109 *Les expositions aux risques professionnels par secteur d'activité (nomenclature 2003 niveau 31) - Résultats SUMER 2003*, par Dr R. ARNAUDO, Dr I. MAGAUD-CAMUS, Dr N. SANDRET (DRT - Inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre), M.-C. FLOURY, N. GUIGNON, S. HAMON-CHOLET, D. WALTISPERGER (Dares), mars 2006.
- N° 110 *Les relations professionnelles dans les pays d'Europe centrale et orientale au tournant de l'entrée dans l'Union européenne. Survey de littérature*, par M. WIERINK, mars 2006.
- N° 111 *Renégocier la RTT. Les enseignements de 16 démarches d'entreprise*, par M. PEPIN, B. DOERFLINGER, Y. JORAND, P. NICOLAS (Essor Consultants) et D. TONNEAU (Ecole des Mines de Paris), avril 2006.
- N° 112 *La mesure d'un effet global du projet d'action personnalisé*, par Etienne DEBAUCHE et Stéphane JUGNOT, avril 2006.
- N° 113 *La politique spécifique de l'emploi et de la formation professionnelle : un profit à moyen terme pour les participants ? Les exemples du CIE, du CES et du SIFE*, par Karl EVEN et Tristan KLEIN, avril 2006.
- N° 114 *Stratégie européenne pour l'emploi. Évaluation des politiques de l'emploi et du marché du travail en France (2000-2004)*, coordination Christine CHARPAIL et Frédéric LERAIS, avril 2006.
- N° 115 *Les expositions aux risques professionnels - Les ambiances et contraintes physiques - Résultats SUMER 2003*, par Dr R. ARNAUDO, Dr I. MAGAUD-CAMUS, Dr N. SANDRET (DRT - Inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre), M.-C. FLOURY, N. GUIGNON, L. VINCK, D. WALTISPERGER (Dares), juillet 2006.
- N° 116 *Pourquoi les moins qualifiés se forment-ils moins ?*, par Camille BONAÏTI, Aurore FLEURET, Patrick POMMIER, Philippe ZAMORA, juillet 2006.
- N° 117 *Le CDD : un tremplin vers le CDI dans deux tiers des cas... mais pas pour tous*, par Bérangère JUNOD, juillet 2006.
- N° 118 *Les expositions aux risques professionnels - Les produits chimiques - Résultats SUMER 2003*, par Dr R. ARNAUDO, Dr I. MAGAUD-CAMUS, Dr N. SANDRET (DRT - Inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre), M.-C. FLOURY, N. GUIGNON, L. VINCK, D. WALTISPERGER (Dares), juillet 2006.
- N° 119 *Anticipation et accompagnement des restructurations d'entreprises : dispositifs, pratiques, évaluation*, par R. BEAUJOLIN-BELLET (coordination), Ch. CORNOLTI, J.-Y. KERBOUC'H, A. KUHN, Y. MOULIN (Reims Management School), et la collaboration de J.-M. BERGERE, F. BRUGGEMAN, B. GAZIER, D. PAUCARD, C.-E. TRIOMPHE, octobre 2006.
- N° 120 *Les expositions aux risques professionnels - Les contraintes organisationnelles et relationnelles - Résultats SUMER 2003*, par Dr R. ARNAUDO, Dr I. MAGAUD-CAMUS, Dr N. SANDRET (DRT - Inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre), M.-C. FLOURY, N. GUIGNON, L. VINCK, D. WALTISPERGER (Dares), octobre 2006.
- N° 121 *Les expositions aux risques professionnels par famille professionnelle - Résultats SUMER 2003*, par Dr R. ARNAUDO, Dr I. MAGAUD-CAMUS, Dr N. SANDRET (DRT - Inspection médicale du travail et de la main-d'oeuvre), M.-C. FLOURY, N. GUIGNON, L. VINCK, D. WALTISPERGER (Dares), décembre 2006.
- N° 122 *Intérim : comparaison de sources*, par Basma SAADAoui, en collaboration avec Nicolas de RICCARDIS, mars 2007.
- N° 123 *Allègements de cotisations sociales et coûts sectoriels. Une approche par les DADS*, par Bertrand LHOMMEAU et Véronique REMY, avril 2007.
- N° 124 *Séries de données régionales sur les mouvements de main-d'oeuvre entre 1996 et 2005*, par Bruno LUTINIER, mai 2007.
- N° 125 *Colloque "Age et emploi". Emploi et travail des seniors : des connaissances à l'action. Synthèse des principales données sur l'emploi des seniors*, coordination Pierre MARIONI, juin 2007.
- N° 126 *Accès à l'emploi et qualité de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés en milieu ordinaire de travail*, par Claire FANJEAU (Université Paris I et Centre d'études de l'emploi), juin 2007.
- N° 127 *Le poids du temps partiel dans les trajectoires professionnelles des femmes*, par Sophie RIVAUD (stagiaires à la Dares) et Valérie ULRICH, juillet 2007.
- N° 128 *Analyse de l'évolution des statistiques de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE de la mi-2005 à la fin 2006*, par Etienne DEBAUCHE, Thomas DERROYON, Fanny MIKOL et Hélène VALDELIEVRE, août 2007.
- N° 129 *Les déterminants de l'emploi non-salarié en France depuis 1970*, par Grégoire LURTON (EnsaE) et Fabien TOUTLEMONDE (Dares), septembre 2007.
- N° 130 *Revue de littérature : organisations patronales en France et en Europe* par Marion RABIER (ENS/EHESS - Dares), décembre 2007.
- N° 131 *The social multiplier and labour market, participation of mothers*, par Eric MAURIN (PSE) et Julie MOSCHION (CES-Université Paris I, Dares), décembre 2007.
- N° 132 *L'influence causale du nombre d'enfants et de leur âge de première scolarisation sur l'activité des mères : une revue de la littérature*, par Julie MOSCHION (CES-Université Paris I, Dares), décembre 2007.
- N° 133 *Conséquences des fusions-acquisitions sur la gestion de la main-d'oeuvre : une analyse empirique sur les données françaises pour la vague de la fin des années 1990*, par Matthieu BUNEL (CEE, Université de technologie de Belfort-Montbéliard), Richard DUHAUTOIS (CEE, CREST, Université de Marne-la-Vallée), Lucie GONZALEZ (Dares-MAE), janvier 2008.
- N° 134 *Les politiques d'allègements ont-elles un effet sur la mobilité salariale des travailleurs à bas salaires ?*, par Bertrand LHOMMEAU et Véronique REMY, janvier 2008.
- N° 135 *Le recours au chômage partiel entre 1995 et 2005*, par Oana CALAVREZO (LEO et CEE), Richard DUHAUTOIS (CEE, CREST, Université de Marne-la-Vallée) et Emmanuelle WALKOWIAK (LEO et CEE), février 2008.
- N° 136 *Enquête auprès des chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise ayant bénéficié de l'Accre en 2004*, par Catherine DANIEL, février 2008.
- N° 137 *Les élections aux comités d'entreprise de 1989 à 2004 : une étude de l'évolution des implantations et des audiences syndicales*, par Olivier JACOD avec la collaboration de Rim BEN DHAOU (EnsaE), avril 2008.

- N° 138 **Les disparités spatiales de sortie du chômage : vingt-deux analyses régionales**, par Emmanuel DUGUET, Yannick L'HORTY (Université d'Evry-Val d'Essonne, EPEE, Centre d'études de l'emploi et TEPP), André WISSLER (Centre d'études de l'emploi et TEPP), Florent SARI (Université de Paris-Est, OEP, Centre d'études de l'emploi et TEPP), Jonathan BOUGARD et Luc GOUPIL (Centre d'études de l'emploi), mai 2008.
- N° 139 **Mesurer les grèves dans les entreprises : des données administratives aux données d'enquêtes**, par Alexandre CARLIER, août 2008.
- N° 140 **Evaluation de la loi du 4 mai 2004 sur la négociation d'accords dérogatoires dans les entreprises**, par O. MERRIAUX (Sciences-Po Recherche, IEP Grenoble), J-Y KERBOURC'H (Université de Haute-Alsace) et C. SEILER (Cabinet Circé Consultants), août 2008.
- N° 141 **Les modèles de projections d'emploi par métier à moyen terme. Panorama des expériences menées dans différents pays**, par Laure OMALEK, octobre 2008.
- N° 142 **Retour sur l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 2005 et 2006 : une estimation révisée de l'impact des modifications de la gestion et du suivi des demandeurs d'emploi sur le nombre d'inscrits à l'ANPE, en tenant compte de l'indemnisation**, par E. DEBAUCHE (Insee), Thomas DERUYON et Fanny MIKOL (Dares), décembre 2008.
- N° 143 **Enquête sur trois secteurs : La Poste, sous-traitance pétrochimique et restauration rapide. Le syndicalisme face aux différentes formes de la flexibilité**, par P. BOUFFARTIGUE et J.-R. PENDARIES (LEST-CNRS, Université de la Méditerranée-Université de Provence), F. PEROUMAL (Université René Descartes-Paris V), E. PERRIN (consultante associée au LEST), avec la participation de J. BOUTREILLER, B. FRIBOURG et T. SAMZUN (LEST-CNRS, Université de la Méditerranée-Université de Provence), S. CONTREPOIS (GTM-CNRS), R. JEAN et E. ORBAN (ASPT-CNRS), décembre 2008.
- N° 144 **Flexibilité et action collective. Salariés précaires et représentation syndicale**, par C. DUFOUR, A. HEGE, J.-M. PERNOT (IRES), S. BEROU (Université Lyon2-Triangle-CNRS), J.-M. DENIS (Université de Marne-la-Vallée - CEE-CNRS), décembre 2008.
- N° 145 **Les retournements de l'improbable. Les conditions de la mobilisation collective des intermittents du spectacle et des salariés de grandes librairies et de centres d'appel**, par A. COLLOVALD (Université de Nantes), L. MATHIEU (CRPS), décembre 2008.
- N° 146 **La nouvelle méthode d'échantillonnage de l'enquête trimestrielle ACEMO depuis 2006. Amélioration de l'allocation de Neyman**, par Malik KOUBI et Sandrine MATHERN, février 2009.
- N° 147 **L'aide spécifique au secteur Hôtels-cafés-restaurants : quels effets sur l'emploi et la productivité ?**, par Fanny MIKOL et Juliette PONCEAU, avril 2009.
- N° 148 **L'effet du RSA sur l'équilibre du marché du travail**, par Fanny MIKOL et Véronique REMY (Dares), juin 2009.
- N° 149 **Évaluation de la réforme des retraites de 1993 : nouvelles estimations à partir des données de l'EIR et de l'EIC**, par Antoine BOZIO (Institute for fiscal studies - London et Cepremap - Paris), juin 2009.
- N° 150 **Les indicateurs Accidents du travail de la Dares : conception, champ et interprétation**, par Damien EUZENAT, juillet 2009.
- N° 151 **Les tensions sur le marché du travail par familles professionnelles de 1998 à 2008**, par M. MERON, N. TABET et X. VINEY (Dares), J.-L. ZANDA (Pôle emploi), octobre 2009.
- N° 152 **Trajectoire d'une cohorte de nouveaux inscrits à l'ANPE selon le FH-DADS**, par Thomas LE BARBANCHON, Augustin VICARD, décembre 2009.